

# ROUGE

*Travail de nuit,  
Vers l'overdose  
(pages 19, 20, 21)*



**EN  
FINIR  
AVEC  
LA  
MISERE ?**

**HORS DE FRANCE  
LE CHEF DE L'APARTHEID**

# En finir avec la misère ?

*Et si la faim des uns, ici, avait un rapport avec celle des autres, dans le tiers monde ? La question n'est jamais posée par ceux qui n'ont que la charité pour politique. Et pour cause !*

□ Difficile de ne pas y penser ! La phrase a donc échappé à l'un des participants de l'émission « Les restaurants du cœur » à la télévision, le dimanche 2 novembre. La faim fait aussi des millions de morts dans les pays pauvres !

On mit pourtant la remarque de côté. On était là pour parler des pauvres qui crevent de faim, « chez nous », ceux pour lesquels on « peut faire quelque chose ». Pour tout dire, dans les cénacles de l'intelligentsia parisienne, on va aujourd'hui jusqu'à se demander s'il est encore raisonnable d'envoyer une aide alimentaire à l'Éthiopie, où des milliers d'hommes et de femmes meurent de faim. Le régime politique ne le mériterait pas. Une dictature, pensez donc !

Et si la faim des uns avait quelque chose à voir avec la faim des autres ? Les efforts et le travail des uns ici pourraient-ils être utiles à l'amélioration de la situation des autres, là-bas ? Personne ne pose la question lors du grand show télévisé. L'idée vaut pourtant la peine d'être creusée. François de Ravignan, agronome et spécialiste de la

dire autant. Les travailleurs de la navale ne sont pas les seuls à ne pouvoir « plus rien faire », aujourd'hui. On ne compte plus les sidérurgistes, les gars du bâtiment, les travailleurs de l'automobile et de nombreuses autres branches industrielles qui pointent à l'Agence pour l'emploi ! Et plus on détaille la liste, plus la situation paraît absurde.

Dans les pays industrialisés, des millions de travailleurs ré-

duits au chômage seraient tout à fait utiles à la production d'une série de biens dont sont dépourvus ceux qui meurent de faim dans les pays « pauvres ». On nous affirme qu'il faut faire des miracles pour trouver les moyens de transporter dans les coins les plus reculés une aide alimentaire minimum. Cela prouve au moins deux choses.

D'abord, qu'un sérieux coup de

pouce est nécessaire pour aider les pays concernés à s'équiper en moyens de communication. Ensuite, qu'un appui considérable s'avère indispensable pour les aider à reprendre en charge leurs cultures sur leurs propres territoires.

Tout cela se traduit en pelles et en camions, en tracteurs et en fertilisants. Pour parler vite, il serait nécessaire de construire dans les usines automobiles des camionnettes adaptées ; de cou-

ler dans les entreprises sidérurgiques, l'acier indispensable à la construction de systèmes d'adduction d'eau, de voies, ponts et bâtiments ; de renforcer, dans les cimenteries, les productions de matériaux de construction ; d'accroître enfin celle des fertilisants dans les boîtes de la chimie. Bref, il y a du pain sur la planche !

Les moyens de production et la force de travail dont nous disposons ici seraient donc fort utiles à ceux qui meurent de faim dans le « tiers monde ». Après que l'on a pompé sans aucune retenue ses ressources naturelles... du pétrole aux minerais

*L'aide aux « pays pauvres » se traduit en pelles, en tracteurs et fertilisants. En clair, en emplois nouveaux ici.*

rare, en passant par les cultures, transformées en monocultures !

L'idée vaut d'être creusée, non ? Pourquoi donc un élan qui rend possible la mise sur pied des Restaurants du cœur en France serait-il impossible pour réaliser un vaste mouvement du cœur et du travail dans le monde ? Qui pourrait donc y perdre ? Remettre en route des usines, augmenter la production de celles qui tournent signifierait ici embaucher des travailleurs au chômage, et produire ce dont, là bas, tout le monde manque. Ce serait faire d'une pierre deux coups !

Le cœur manquerait-il ? Sans doute que non. Mais les moyens ? Imaginez alors simplement que l'on diminue les budgets militaires que l'on utilise les fonds servant à indemniser les chômeurs pour les rémunérer en tant que travailleurs produisant les biens indispensables que nous venons rapidement d'évoquer<sup>2</sup>. On réunirait sans peine l'argent permettant de relancer la machine afin d'en finir avec la misère. Ah certes : il faudrait



*« Ici comme là-bas, c'est le travail qui est malade. »*

question, note ainsi dans son livre *la Faim, pourquoi?*<sup>1</sup> : « En France, nous comptons les chômeurs, là-bas [au Sénégal], les statistiques nationales comptent seulement les salariés, c'est plus vite fait. Mais dans les deux cas, c'est le travail qui est malade. »

Le parallèle est plus précis que tous les appels à l'aide. Il met le doigt sur la source du mal.

« Pour eux [les patrons] on est des bons à rien, constate pour sa part un ouvrier des chantiers navals nantais en voie de fermeture. On ne peut plus construire de bateaux parce qu'on est trop cher. En ce qui concerne les choux, c'est pareil, on les jette à la mer, quant au lait, on en produit trop... On ne peut donc plus rien faire. »

Bien d'autres pourraient en

dans ce but, faire un minimum de politique.

Imaginons la chose un seul instant. Des dizaines d'artistes, des dizaines de politiciens et des dizaines de bonnes âmes séduites par l'idée, cherchent à la mettre en pratique et bénéficient d'un après-midi à la télévision. Les chômeurs de ce pays ne seraient pas difficiles à convaincre. Les syndicats, espérons-le, non plus. Les gouvernements progressistes et les mouvements de libération des pays pauvres concernés seraient, sans doute, les premiers intéressés. En ce qui concerne les hommes politiques, on aurait peut-être plus de mal. S'ils l'avaient voulu, ils auraient déjà mis cette idée en pratique.

Où donc le blocage peut-il se situer ?

Ah, produire ! Qui décide, sinon ceux qui possèdent les fonds, les machines et les usines... ? La charité ne les importe guère. Produire par contre, il faut que cela leur rapporte. Et ce n'est le cas aujourd'hui qu'au beau milieu d'un océan de misère. Ils préfèrent donc en rester là. Pas nous !

Michel Morel

1. *La Faim, pourquoi ?* François de Ravignan. Syros 1983.

2. Selon certaines estimations, il suffirait d'affecter 5 % des budgets militaires à la nourriture pour réduire la famine chaque année sur la planète.

Deux cents millions de crédits viennent d'être affectés au plan pauvreté du secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale, Adrien Zeller ! Moitié moins que les crédits adoptés par le gouvernement précédent ! Moitié moins que les quatre cents millions de capitaux qui rentrent, chaque semaine, dans les coffres de l'Hexagone, après un long séjour en Suisse, lorsque la gauche était au gouvernement. Alain Juppé peut s'en féliciter, deux milliards environ sont « rentrés » depuis que les fraudeurs ont été amnistiés en juillet dernier. Mais, en un an, huit millions de pauvres n'auront droit qu'à

## Au minimum

la moitié des capitaux hebdomadaires, que quelques milliers de riches récupèrent... Deux mille francs, merci Adrien Zeller ! C'est la somme que percevra un chômeur de plus de vingt-cinq ans, démuné de ressources, effectuant un CLR, ou « complément local de ressource ». Un petit boulot quoi ! De TUC en trucs divers, les exceptions au contrat de travail ordinaire deviennent coutumières. La barre des deux mille francs est une nouvelle référence, une aumône minimum et officielle, une aumône égale à la moitié du SMIC. Ce qui représente un revenu

au-dessous du seuil de pauvreté, évalué justement par la Communauté européenne au niveau du salaire minimum. Huit millions de personnes, soit 15 % de la population de ce pays, n'auront donc que la ressource d'être pauvres. La pauvreté est la maladie du travail perdu. Et si le cœur ouvre de nouveau ses restaurants cet hiver, nous souhaitons, nous, que ce soit pour donner force aux chômeurs. Afin qu'ils revendiquent leurs droits ! Leur droit d'être des hommes ! Leur droit au travail, leur droit à un revenu égal au SMIC. Au minimum.

M. M.

# Quand le cœur n'y est plus

Comme ils ne veulent pas prendre le mal à la racine, les tenants de la charité médiatisée manquent de souffle. Comme en témoigne la relance des Restaurants du cœur.

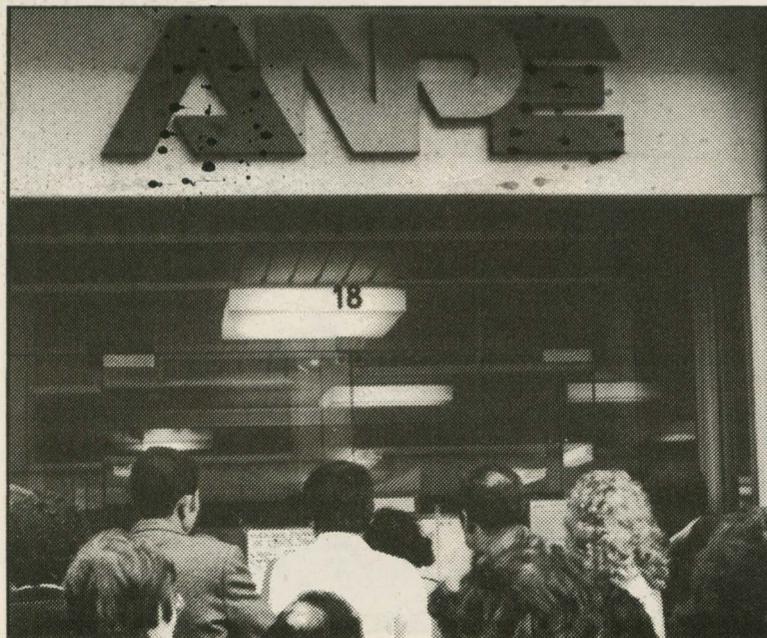
Le cœur n'y était plus, le 2 novembre, sur TF1. La réédition du grand show de la générosité n'avait plus, comme l'ont dit plusieurs personnalités invitées sur le plateau, sa formidable locomotive, le ci-devant Coluche. L'enfoiré n'étant plus là, les participants, victimes, semble-t-il, d'un complexe d'infériorité, partaient vaincus et, sans se fixer de but. Le 26 janvier dernier, quatre heures d'émission avaient permis la récolte de vingt-six millions de francs. « Réunir la moitié, ou peut-être même moins, bafouillait Guy Lux, ce sera déjà bien. » Dans ces conditions, les radios qui, avec TF1, tentaient de faire cracher le pognon n'ont pas eu de mal à déclarer, en fin d'après-midi, qu'elles avaient atteint leurs objectifs... Elles ne les avaient jamais vraiment annoncés ! Dimanche, la solidarité acceptait d'être médiocre. Et le plateau de TF1 se transformait en une auberge espagnole où chacun proposait sa miette pour

apaiser les miséreux comme ils disaient.

On a ainsi vu Denise Fabre

faire l'aumône, au coin d'un grand boulevard, pour la cantine des pauvres. Elle était bien sûr

« On ne peut plus rien faire » : ce sentiment est partagé par ces centaines de milliers de salariés réduits au pointage à l'ANPE.



Le 2 novembre, Coluche n'était plus là, la « solidarité » acceptait d'être médiocre.

« entourée de gens exceptionnels ». On a vu Guy Lux nous convier d'une voix tremblante et les larmes aux yeux à accrocher un petit bout de chiffon à notre fenêtre (ça ne nous coûtait vraiment rien), pour montrer que nous faisons partie de la grande famille des « restos du cœur ».

Bref, dès le début de l'émission, le Monsieur Loyal de service avait le mot de la fin : « Ces affaires [entendez de pauvreté et tout ça] c'est en famille que ça se réglera. » Mieux vaut laver en effet sa misère entre soi et, puisque comme l'a judicieusement fait remarquer Danièle Gilbert ce sont toujours les plus modestes qui donnent le plus, il n'y a aucune raison d'en appeler à l'Etat.

Cela n'a pas empêché quelques hommes politiques et même un industriel (un seul, mais vous avez deviné que c'est Tapie) de venir se faire un coup de pub, aux côtés des « cocogirls », histoire de dire le lendemain à leurs collègues de gouvernement : « Moi monsieur, j'y suis allé. »

Remarquez, autrefois, à la sortie des grands-messes, les mendiants n'auraient jamais eu le culot d'insister comme Collaro, Drucker ou Frédéric Mitterrand

l'ont fait le 2 novembre. Pendant quatre heures, on a vu des élus en paillettes et en strass faire assaut de promesses, de vœux pieux et surtout masquer sous un déferlement de bonne conscience une formidable élogie du libéralisme.

Madelin, le ministre de l'Industrie, était là pour donner le ton. La charité ne peut être l'affaire de ce monstre froid qu'est l'Etat. Quant à Lajoinie et à la directrice de l'Humanité, les seuls à dire que sans la crise et le chômage, on n'est serait pas à colmater les trous de la misère, des voix charitables leur ont rappelé qu'« ici on ne faisait pas de politique ».

La seule fausse note au milieu de toute cette guimauve est venue de Miou-Miou qui, d'un seul coup, a voulu rabattre le caquet des politiciens qui se félicitaient d'avoir voté, comme l'avait demandé Coluche, un abattement fiscal pour les donateurs. D'abord, l'abattement n'est pas encore voté, ensuite il représente le tiers de ce qu'aurait voulu le « grand homme ». la colère de Miou-Miou n'a guère fait avancer le schmilblick. Mais au moins, quelqu'un a piqué un coup de gueule salutaire.

Flora Chénétier

# L'aumône ou la bagarre

Rennes, Caen. Deux villes. Deux expériences. La première expérimente les compléments locaux de ressource qui sont au centre du « plan pauvreté » du gouvernement. L'autre voit de jeunes chômeurs refuser les aumônes et s'organiser pour le droit à l'emploi.

□ L'Ille-et-Vilaine a été choisie comme département pilote dans la mise en place des compléments locaux de ressources (CLR). Pierre Méhaignerie, le président du conseil général du département, en est l'instigateur. Rennes et les principales villes de la zone ont mis en place les structures nécessaires à leur application.

Dès septembre, une commission se constitue auprès du Comité communal d'action sociale. La convention lie les villes pour 25 %, le conseil général pour 25 % également et l'Etat pour 50 %. C'est la collectivité locale qui gère son application. Une tâche supplémentaire pour les employés communaux sans, bien sûr, qu'elle s'accompagne de création de postes.

La ville n'a pas débloqué de crédits supplémentaires. Ceux-ci sont prélevés sur les fonds d'aide facultative. Les CLR rationalisent en quelque sorte les aides qui sont distribuées aux personnes ne pouvant plus faire face à leurs dépenses qui ne se voient ainsi plus obligées de frapper à plusieurs portes. Ils sont attribués en fonction de la composition de la famille avec, pour contrepartie, l'obligation d'effectuer un travail. Une personne seule touchera 900 francs par mois. Une famille de deux personnes, 2 500 francs. Une famille de trois personnes, 3 100 francs. 400 francs supplémentaires sont attribués par personne à charge. Ceux qui touchent plus de 1 500 francs doivent effectuer vingt heures de travail par semaine. Ceux qui perçoivent entre 500 et 1 500 francs doivent travailler entre dix et vingt heures. Enfin, ceux qui touchent moins de 500 francs doivent recevoir une formation.

La commission rennaise a démarché des administrations,

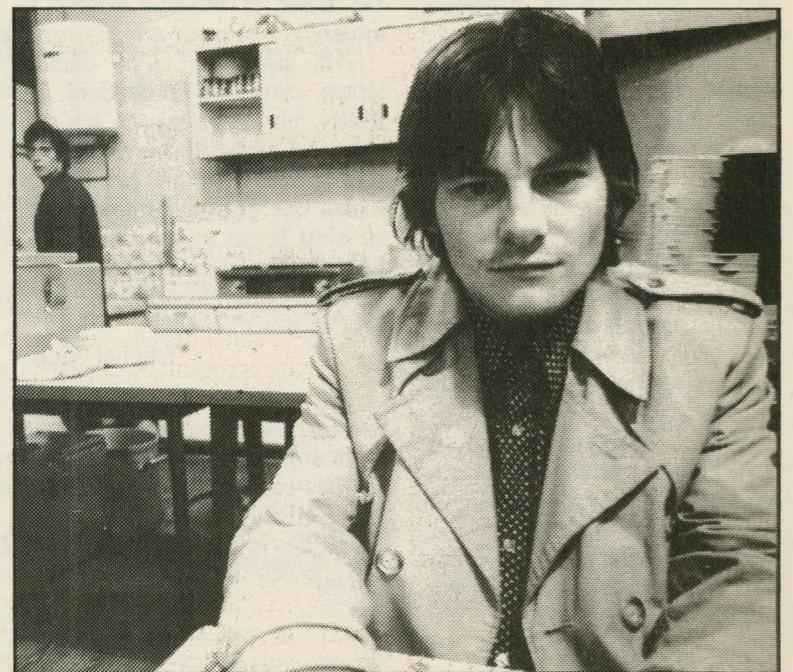
des collectivités locales et des associations pour trouver des boulots. Comme les TUC, les personnes concernées ne doivent pas occuper des postes vacants.

Seules les associations et les maisons de quartier ont répondu et proposent une trentaine de postes. D'après une estimation réalisée par les services municipaux, ce sont près de cinq cents personnes qui, à Rennes, seraient susceptibles de bénéficier des CLR. Au début, la demande était faible, mais aujourd'hui, l'information circulant, les per-

sonnes affluent pour effectuer des demandes. Un moindre mal, pour quelques-uns, qui ne permettra pas à tous de s'en sortir.

CLR ou pas... les chômeurs ne peuvent s'épargner aucun effort dans la lutte pour l'emploi. Une vingtaine de jeunes Caennais ont tenu ce raisonnement.

UNIR, association de jeunes contre le chômage et le travail précaire, a débuté son activité en juillet dernier. Pensant qu'« en l'absence de mobilisation nationale, des initiatives locales sont indispensables », elle a décidé de convoquer des Assises contre le



Avec l'aumône des plans gouvernementaux, c'est l'angoisse et l'isolement qui se répandent.

chômage et pour l'emploi des jeunes. Une initiative qui fut une véritable réussite largement couverte par la presse régionale.

Une vingtaine de jeunes travailleurs ou chômeurs et autant de militants (CSF, CSCV, LCR, PS, UNEF, CFDT), dont certains étaient relativement démobilisés jusqu'alors, assistèrent aux Assises. Les débats s'articulèrent autour de deux axes : l'organisation des chômeurs et le problème des stages.

UNIR mettant en avant la « nécessité de rechercher sans cesse l'unité avec les syndicats et les partis », des chômeurs répondirent « qu'il fallait que nous ayons suffisamment de forces

avant de démarrer une problématique frontiste ». Un accord se réalisa cependant pour dire que les associations devaient simultanément chercher l'unité ouvrière et la construction autonome. L'accent fut mis sur le rôle de celles-ci pour rompre l'isolement des sans-emploi et pour « développer des espaces où les chômeurs puissent se rencontrer ».

Un des moments les plus émouvants de la réunion intervint lorsqu'une jeune femme, membre d'UNIR, exposa les motivations de son adhésion : « J'ai pris conscience un jour que nous étions des milliers, seuls et sans force, impuissants à cause de notre isolement. Et c'est pour cela que j'ai rejoint UNIR ».

La CFDT ayant accepté d'animer une commission sur l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi et sur les stages de formation, un débat assez vif s'engagea. Pour certains des militants syndicaux, « dire que les stages ne débouchent sur rien n'est pas toujours vrai ; les stages ne sont pas toujours négatifs ». Citant des cas concrets ou vécus, de jeunes chômeuses et travailleuses précaires répliquèrent que « sur 122 stagiaires, une seule a été prise » ou que « pour un stage, il fallait payer alors que trois mois après, c'était le retour à l'ANPE ! » Un débat non clos, qui marque un certain divorce entre jeunes et militants ouvriers. Par contre, l'accord se révéla assez général pour « exiger l'emploi après les stages et se battre sur les plus petites choses ».

Malgré les divergences, la nécessité de l'action fit l'unanimité. Tous les participants laissèrent leur adresse pour intervenir ensemble en faveur des chômeurs ayant des problèmes de logement. Comme le faisait remarquer une jeune chômeuse : « L'union nous fera devenir plus forts ! »

De nos correspondants régionaux

Misère au Sud, misère au Nord. La fatalité n'existe pourtant pas.



3 NOVEMBRE

## L'ange exterminateur



On devra bientôt constater qu'il existe au gouvernement un « cas » Chalandon. En charge de dossiers brûlants, le garde des Sceaux occupe régulièrement une de l'actualité. Ce qui le met en position de principal représentant du parti des sécuritaires auquel la droite doit si largement son succès de mars dernier. On voit donc progressivement se cristalliser une philosophie dont les inspirateurs proviennent de l'aile la plus réactionnaire de l'appareil judiciaire.

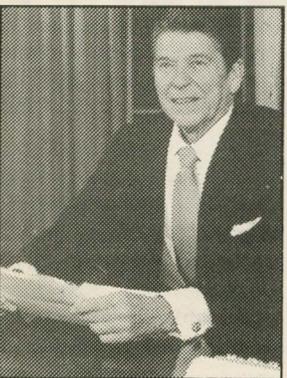
Cette société est malade du chômage, du mal-vivre, des inégalités, du racisme. Tout comme au siècle dernier les libéraux définissaient des « classes dangereuses », Chalandon ne possède qu'un remède à ces maux : la répression. Les prisons menacent de s'em-braser sous l'effet des mille nouveaux détenus qui y entrent chaque mois ? Il suffit de construire entre trente-cinq et quarante mille places supplémentaires. La drogue se répand chez les jeunes ? Il faut, tels des bêtes fauves, enfermer les toxicomanes. Les tenants de la loi et l'ordre exigent l'épuration de la race ? On prépare une limitation drastique du nombre d'étrangers pouvant accéder à la nationalité.

Voilà qui procède d'une volonté systématique d'exclusion de secteurs entiers de la population. Mais cette dernière fonctionne à sens unique. Rien n'est en effet trop beau pour ceux qui possèdent nom et fortune. La construction de nouvelles prisons représentant un pactole de l'ordre de douze milliards, le ministre de la Justice n'a rien imaginé de mieux que d'en privatiser la construction et la gestion.

La logique impitoyable qui se développe ainsi n'exclut pas quelques faux pas. Albin Chalandon a trébuché une première fois sur son projet de réforme du Code de la nationalité, le Conseil d'Etat en contestant le caractère « républicain ». Sa loi prévoyant l'internement d'office des drogués par leur famille pourrait bien soulever un tollé encore plus grand. Tout cela ne doit toutefois pas faire oublier l'essentiel : la mise en œuvre délibérée d'une politique jouant sur les peurs de l'opinion pour réduire les libertés.

4 NOVEMBRE

## Echec au roi



Les libéraux n'ont décidément plus le vent en poupe. On décrivait jusqu'alors Ronald Reagan comme le président le plus populaire des Etats-Unis. On le disait passé maître dans l'art d'utiliser la télévision. Il s'était dépensé sans compter pour permettre au Parti républicain de conserver sa courte majorité au Sénat. Puis le verdict des urnes tomba, impitoyable : durant les deux dernières années de son mandat, l'hôte de la Maison-Blanche se trouvera confronté à un Congrès où la majorité des deux Chambres lui sera hostile.

Nul ne saurait s'étonner d'un pareil échec tant la situation du premier Etat capitaliste devient préoccupante. Reagan put obtenir sa réélection de 1984 en engrangeant les bénéfices d'une reprise essentiellement fondée sur le secteur tertiaire. L'illusion se dissipe à présent. L'industrie tourne à 78 % de sa capacité et les experts prévoient une remontée du chômage. Signe du recul de la compétitivité du pays, le déficit du commerce extérieur atteint 170 milliards de dollars. La politique de surévaluation du billet vert s'est soldée par un complet fiasco. Le déficit budgétaire dépasse maintenant les 220 milliards et se voit régulièrement aggravé par les dépenses militaires. Le bilan des années Reagan se résume d'un seul fait : les USA sont aujourd'hui le pays le plus endetté et 39 %

des prélèvements fiscaux servent à éponger les intérêts des 2 200 milliards engagés.

Au plan politique, la rhétorique qui tient lieu d'orientation à l'ancien acteur d'Hollywood se montre également à bout de souffle. Le veto présidentiel sur les sanctions applicables à l'Afrique du Sud a été repoussé par le Congrès. De même, les parlementaires n'ont pas hésité à réduire de 28 milliards le budget militaire ou encore les crédits affectés à la « guerre des étoiles ».

Thatcher en perte de vitesse et contrainte de se lancer dans de nouvelles aventures militaires, Reagan essayant le camouflet le plus sévère de sa carrière : que reste-t-il de la « révolution libérale » tant célébrée par les droites du monde entier ? La réponse tient en peu de mots : davantage de détresse et de difficultés dans l'hémisphère nord, davantage de misère et de dénuement pour le tiers monde.

5 NOVEMBRE

## Amnésie collective



En cette fin d'année, les anniversaires se suivent... et se ressemblent. Du moins par l'extrême discrétion qui les entoure. Des révolutions ouvrières ayant éclaté en Hongrie et Pologne, il y a trente ans, les médias ne retiennent que quelques aspects anecdotiques. Mais c'est à peine s'ils mentionnent le débarquement des troupes franco-britanniques à Port-Saïd, le 5 novembre 1956.

Souvenons-nous. Tout commença en juillet 1956, lorsque Nasser, porte-parole d'un nationalisme arabe à son zénith, se réappropriait le canal de Suez, alors administré par un condominium britannique. La mesure soulevait d'emblée l'enthousiasme du peuple. Devant cette atteinte à l'un des derniers vestiges de leur splendeur coloniale, la France et la Grande-Bretagne mettaient au point une réplique à laquelle Israël s'associait. A la fin du mois d'octobre, les troupes sionistes franchissaient le désert du Sinaï. Au terme d'un plan soigneusement préparé, Français et Anglais entraient, quelques jours plus tard, en guerre avec le Raïs. Mais la fermeté de la réaction soviétique conjuguée aux hésitations de Washington conduisait à la débâcle. Londres et Paris se voyaient rapidement obligés de rapatrier leurs corps expéditionnaires.

Au bout du compte, ces événements représentèrent un point tournant de l'histoire mondiale. L'échec du coup de Suez consacra l'impuissance des vieilles métropoles coloniales à conserver leurs anciennes possessions et à dicter leur loi à des gouvernements à leur solde. Il en résulta un formidable élan des luttes d'émancipation dans le tiers monde. Surtout, la faillite de la diplomatie de la canonnière marqua durablement le Proche-Orient, comme en témoigne toujours l'instabilité de cette région.

En France même, l'aventure de 1956 eut raison du gouvernement de Front républicain dirigé par Guy Mollet et déjà engagé dans une guerre à outrance contre le peuple algérien. La vieille SFIO ne devait jamais s'en relever. Tout comme d'ailleurs la IV<sup>e</sup> République, balayée moins de deux ans plus tard par le coup de force gaulliste. Autant de raisons qui justifient maintenant la réserve observée de toutes parts sur un épisode dont nul n'a de raisons d'être particulièrement fier.

Christian Picquet

# OPERATION PORTES OUVERTES ?

*En organisant huit cents débats, la direction du PCF veut sans doute réaliser une opération interne. Mais elle ne pourra échapper à certaines questions.*

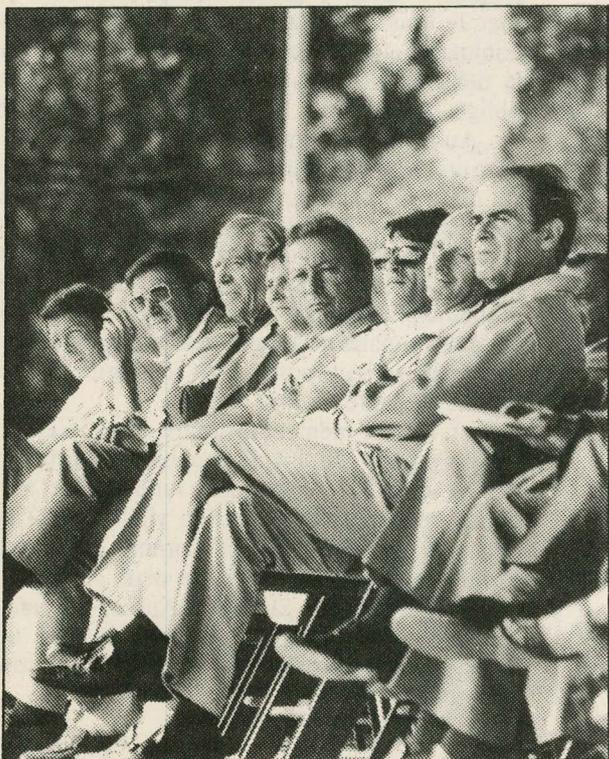
**U**n auditoire attentif, prêt à en découdre avec Gisèle Moreau. » Tel est le commentaire placé sous la photo d'un des huit cents débats programmés par la direction du PCF et publiée par *l'Humanité* relatant celui de Tarbes, le samedi 1<sup>er</sup> novembre. Une initiative qui se voulait un modèle.

Reprenant l'idée avancée au dernier comité central, Gisèle Moreau réaffirmait : « Nous sommes disponibles pour agir de concert avec toutes forces d'accord sur des objectifs anticrise. Nous n'excluons pas, nous n'avons jamais exclu de passer des accords avec d'autres forces, y compris le Parti socialiste. A l'heure actuelle, c'est lui qui exclut toute possibilité d'alliance avec nous, en se situant dans la bipolarisation avec la droite... » A en croire le premier membre du bureau politique appelé à plancher dans le cadre de ces débats, le PCF, unitaire pour dix, serait victime du glissement sectaire et droitier de son ex-partenaire.

**Une opération d'ouverture, mais quelles solutions pour favoriser l'intervention des travailleurs ?**

**Quelles propositions ?**

A comparer pareille affirmation avec la pratique



courante, on est en droit de poser publiquement quelques questions. Au risque de relancer le débat sur l'unité !

Depuis le 16 mars, chaque militant communiste le constate, la droite et le patronat mettent les bouchées doubles. Il ne se passe pas une semaine sans que soit présenté un lot de mesures favorables aux nantis et frappant durement les travailleurs et leurs acquis. Les droits démocratiques sont remis en cause en même temps que se déclenche une brutale chasse aux immigrants. En face de cette offensive tous azimuts, quelles propositions avance le PCF ?

A la suite des élections législatives partielles de

Toulouse, la direction du Parti socialiste déclarait qu'il n'était pas de tâche plus urgente que la préservation de la cohabitation et que la période se révélait peu favorable à un débouché politique, porté par l'union des forces de gauche. Visiblement, la direction du PS attend l'élection présidentielle pour se mettre en campagne. Mais le PCF ? Quand cent-un Maliens se voient brutalement expulsés, quand un large front unitaire se réalise à Paris pour protester, pourquoi le parti est-il absent ? Face aux attaques contre la protection sociale, l'emploi et les salaires, où est l'offensive unitaire visant à la mise en mouvement de toutes les forces ouvrières ?

Le problème principal, dans l'immédiat, est moins de savoir si un nouvel accord électoral de sommet s'avère possible avec le PS, que de proposer des solutions favorisant réellement l'intervention des travailleurs pour se défendre.

## Pour clarifier

Fièrement, *l'Humanité* du 3 novembre titre, à propos du débat de Tarbes : « 400 personnes et quinze questions »... L'essentiel est de savoir si ces débats donnent une impulsion unitaire à la nécessaire riposte à l'offensive ultra-réactionnaire du pouvoir. Il convient de mesurer à l'aune de telles propositions concrètes la

véritable intention de ces confrontations. De ce point de vue, tous les communistes, qu'ils appartiennent ou non au PCF, subissent les assauts de la droite et du patronat. Tous les militants ouvriers — et puisque le PCF affirme ne faire de croix sur personne, les militants de la LCR — connaissent l'ampleur des tâches à remplir aujourd'hui. Pour avoir un sens, les débats qui commencent doivent favoriser la lutte unitaire la plus large, sans exclusive, donc avec les communistes révolutionnaires.

Leur fonction interne d'endiguement de la crise du PCF est évidente. Mais puisque tout le monde est convié à débattre, la clarification doit se fonder sur les propositions concrètes d'action.

Pour les révolutionnaires, il s'agit moins d'en découdre — comme dit la légende de *l'Humanité* — avec le membre présent du bureau politique que de confronter les propositions du PCF aux tâches urgentes de l'heure. Le PCF organise une opération « portes ouvertes » ? Que les bouches s'ouvrent donc. Pour agir davantage et frapper plus fort contre l'ennemi commun.

Jean Lantier

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

### Et si on parlait des riches ?

Et voilà le retour massif de la charité. C'est bien simple : plus les patrons licencient, plus le travail devient précaire, plus les acquis sociaux sont détruits, et plus la charité prend de l'ampleur.

Coluche disparu, c'est Guy Lux qui prend le relais, pour venir au secours des pauvres. Mais les pauvres, qui les fabrique ?

#### Bilan de faillite

Ah, ils peuvent bien nous répéter que le libéralisme, il n'y a rien de plus beau, que la libre entreprise représente le progrès total. Vlan ! Au détour de l'initiative du comique disparu, la pauvreté apparaît comme le mal caché de cette société capitaliste en crise.

Qu'est-ce qu'un pauvre ? Selon les critères de la Communauté européenne, c'est quelqu'un qui touche la moitié du revenu minimum existant dans le pays. En France le SMIC représente, brut, 4 549,48 francs, pour 169 heures. Les pauvres touchent la moitié de cette somme. Selon les statistiques officielles, ils seraient huit millions ! Huit millions, cela représente 15 % des Français.

Et d'où viennent-ils, ces pauvres ? Il ne faut pas sortir de l'ENA pour savoir que c'est le chômage qui produit les pauvres. Les salariés endettés qui se retrouvent sans emploi, les chômeurs en fin de droits, et bien d'autres cas liés à la perte du travail viennent grossir les rangs des pauvres. Et dire qu'il y a des imbéciles pour crier, à l'instar d'Yves Montand : « Vive la crise ! »

Selon l'idéologie américaine, il faudrait être des gagnants, productifs, rentables, branchés sur les nouvelles technologies. Soit. Pour un gagnant, combien de

perdants ? Combien de suppressions de postes annoncées ? Combien de licenciements secs ?

#### Du côté des « perdants »

Les perdants, comme par hasard, sont issus des rangs des salariés. Coïncidence ? Plus les gouvernants, avec des trémolos dans la voix, parlent de pauvreté, plus ils s'acharnent à faciliter les licenciements. Plus ils traquent l'emploi stable pour le remplacer par des emplois précaires.

D'une main, la droite et le patronat frappent les acquis sociaux. De l'autre, ils tendent la main et font la manche pour se donner bonne conscience. Même la pauvreté leur sert à faire avancer la précarité de l'emploi. Ainsi, Zeller, le sous-ministre des Affaires sociales, a-t-il concocté un plan dit « anti-pauvreté ». S'ils travaillent comme des TUC, les sans-ressources recevront 2 000 francs par mois. Décidément, même la misère, ils l'exploitent.

#### Et si on parlait des riches ?

On nous parle des pauvres... Et si on parlait des riches ? La droite a détruit l'impôt sur les grandes fortunes. Elle a blanchi les capitaux évadés sous la gauche. Bref, les riches se voient systématiquement protégés par le gouvernement. Au palmarès des plus grosses fortunes, les Bettencourt et Dassault côtoient les Rotschild et autres Seydoux. Des gens riches à milliards... Et si on en prenait un peu, de leurs milliards, pour les pauvres ?

# DES PRINCIPES EN OR MASSIF

*Avec le cynisme qui le caractérise, le gouvernement met un bémol à ses proclamations guerrières. Pour s'engager dans des négociations tous azimuts.*

**Q**ue de couacs en peu de temps ! Au plus fort de la tourmente terroriste qui secoua la capitale, voici quelques semaines, nos gouvernants rivalisaient de « fermeté ». Pasqua s'en allait rabâchant sa volonté de « terroriser les terroristes » tandis que Chirac menaçait de ses foudres les Etats susceptibles de commanditer les attentats. Pourtant, ces propos belliqueux perdirent bien vite de leur virulence. Sur fond de psychose sécuritaire et d'arrestations d'étrangers, on fit surgir une nouvelle piste,

celle du clan Abdallah, tout simplement accusé d'avoir déclaré la guerre à l'une des premières puissances de la planète.

On le voit aujourd'hui, tout cela ne visait qu'à amuser la galerie. Car en coulisses, les éminences grises — en l'occurrence, de hauts fonctionnaires de la DST — négociaient tous azimuts. Avec les Etats dont les intérêts s'opposent à ceux de l'Hexagone au Proche-Orient. Au cœur des tractations s'instaura ce mélange subtil de chantage et de

marchandages qui font le charme des relations entre gouvernements. On peut à présent en reconstituer la trame.

## Périple diplomatique

Premier des interlocuteurs de Paris, la Syrie, Etat aux ambitions libanaises et régionales notoires. Des émissaires des fabricants d'armes français mirent au point un contrat portant sur plus de trois milliards de francs et comprenant no-

tamment la livraison à Damas d'une centaine de chars AMX-13. Parallèlement, Chirac en personne prit langue avec ses partenaires européens afin que le régime d'Hafez-el-Assad bénéficie d'un prêt commun d'un milliard.

Dans le même temps, les envoyés de Matignon s'entendirent avec les représentants de Téhéran sur le remboursement du prêt d'un milliard de dollars octroyés à la France en 1975, au titre de la participation au financement de l'usine d'enrichissement d'uranium baptisée Eurodif. D'autres Français, des ingénieurs de Thomson-CSF cette fois, se rendirent en Libye, afin d'y entretenir les missiles sul-air Crotale, précédemment livrés au colonel Kadhafi. Enfin, pour obtenir la médiation d'Alger dans les pourparlers en cours, le gouvernement interpella une série d'opposants algériens résidant en France (voir ci-dessous). Ce qui favorisa le voyage au Liban du général Lakhil Ayat, le directeur de la sécurité militaire algérienne.

Sur quoi déboucheront ces grandes manœuvres ? Il est encore trop tôt pour le dire. Il n'en demeure pas moins que l'on appréhende mieux les raisons pour lesquelles l'équipe au pouvoir s'est refusée à suivre Margaret Thatcher dans la rupture de ses relations diplomatiques avec Damas. Et l'on comprend parfaitement le sens des éloges formulés par Pasqua à l'égard du régime syrien : « Il y a désormais entre les services des deux pays une réelle collaboration. »

## Un révélateur

Il fallait s'y attendre : la volte-face de l'équipe Chirac alimente les grenouillages politiques dont la cohabitation constitue le théâtre quotidien. A droite, trop heureux de mettre leurs rivaux en difficulté, les chefs de l'UDF prennent leurs distances, à l'instar du député Pierre-André Wilzer : « L'UDF n'étant pas directement en charge des secteurs ministériels concernant la politique étrangère, elle dispose d'un peu plus de liberté de parole. » Quant au président de la République, il se veut le garant d'une attitude ferme, récusant à l'avance tout compromis « avec les Etats qui se livrent au terrorisme ».

Là ne réside toutefois pas le plus important. Ce que confirme le dernier épisode de ce feuilleton sanglant, c'est la responsabilité de la diplomatie française dans le déchainement des récents plasticages. Mais qu'on ne s'y trompe pas. La troisième puissance impérialiste du monde n'entend nullement sortir de l'engrenage en mettant fin à ses immixtions constantes dans les affaires du Proche-Orient. Au contraire, c'est parce qu'elle ne veut à aucun prix renoncer à son « influence » dans cette zone qu'elle cherche désormais à « normaliser » ses rapports avec la Syrie et l'Iran.

A long terme, les mêmes causes ne peuvent que produire les mêmes effets. Qu'une « paix » s'instaure aujourd'hui et elle a toutes les chances d'être rompue demain par d'autres réseaux, au service d'autres Etats et d'autres intérêts. Tant pis pour ceux qui seront les victimes expiatoires des aventures néo-coloniales de Paris. Tant pis pour ces dizaines de femmes et d'hommes qui verront leur vie détruite. Les individus qui nous gouvernent n'ont d'attention que pour les intérêts des banques, des trusts et des marchands de canons.

Propos recueillis par Laurent Carasso

Christian Picquet

## AHMED BEN BELLA

# « JE RESTE UN MILITANT »

*Treize membres du mouvement d'Ahmed Ben Bella ont récemment été menacés d'expulsion, sous l'accusation de « terrorisme ». L'ancien leader de l'indépendance algérienne nous a donné son point de vue.*

□ Treize Algériens ont été emprisonnés à Paris durant une semaine sous le coup d'une procédure d'expulsion. La plupart sont membres du Mouvement pour la démocratie en Algérie et participent à votre combat. Quels sont ses objectifs ?

Ahmed Ben Bella — Les objectifs poursuivis par le MDA sont précisés dans le rapport d'orientation adopté par le congrès du Mouvement qui s'est tenu durant le mois de mai 1984.

La tâche immédiate, essentielle, de notre mouvement est la création d'un front démocratique réunissant la grande majorité des courants ou partis politiques, sur la base d'un programme minimum commun dont les points essentiels seraient : le pluralisme politique ; le respect des libertés d'expression, de conviction, d'organisation ; le respect des droits de l'homme ; l'élection d'une Constituante souveraine.

□ Le gouvernement français, M. Pandraud en particulier, a multiplié les attaques contre le MDA et contre vous-mêmes. Quels sont, à votre avis, les buts de cette campagne ?

A. B. B. — Les attaques de M. Pandraud contre le MDA et moi-même s'expliquent par des préoccupa-

tions sordides de basse politique. Manifestement, un accord a été passé entre M. Pandraud — si ce n'est à un échelon plus élevé — et le gouvernement installé à Alger, ce dernier s'engageant à faciliter la solution de certaines graves problèmes auxquels se trouve confronté le gouvernement français, y compris celui des prisonniers français détenus par le Polisario.

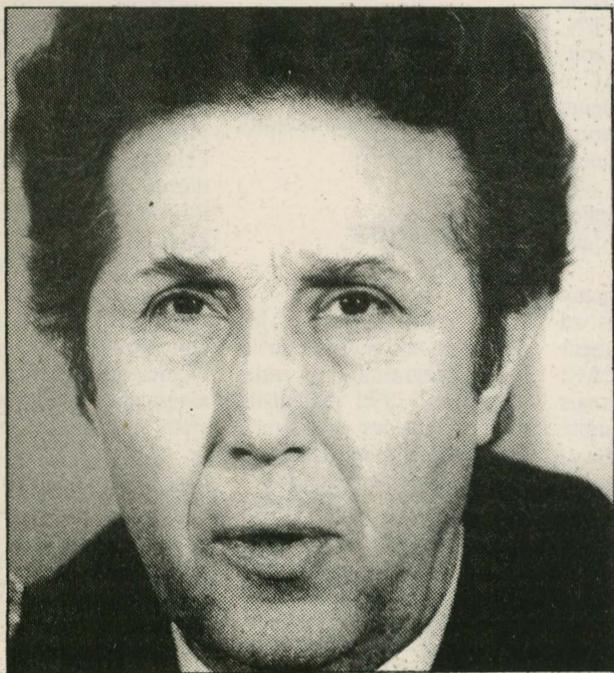
Mais comme il est établi dans ce genre d'affaires ténébreuses, on ne donne rien pour rien. La partie algérienne a donc demandé au gouvernement français d'étouffer la voix de l'opposition algérienne, en particulier celle du MDA. La voix de notre mouvement porte haut. En effet, en Algérie, le MDA se structure sérieusement à travers tout le pays, servi en cela par une expérience qui a déjà fait ses preuves durant la lutte de libération. En France, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Italie, pour ne parler que de l'Europe, le MDA bourgeonne partout.

Il constitue une alternative politique sérieuse, alliée à d'autres courants et partis politiques, à un moment où la situation gravement détériorée aux plans économique, social, culturel, et politique menace l'existence même du régime des colons.

□ Que pensez-vous du qualificatif « terroriste » appliqué par le gouvernement français à votre action passée et présente ?

A. B. B. — Ce qualificatif insulte la dignité du peuple algérien, l'exemplarité de son combat, lors de la lutte de libération nationale. En raison de la signification de ce combat, cette insulte voudrait atteindre tous les hommes libres de par le monde. Pour ma part, j'ai été un militant de la lutte de libération nationale. Je demeure un militant de toutes les luttes de libération nationale, aujourd'hui ou à venir, aussi longtemps qu'il me restera un souffle de vie.

« Le qualificatif de terroriste insulte la dignité du peuple algérien. »



# CHIRAC, TEL UN PHARAON ?

*S'il ne s'agissait d'engins de guerre, le budget militaire concocté par le gouvernement pourrait faire penser à la fable de la grenouille qui se veut aussi grosse que le bœuf.*

Qui s'en étonnera, le budget militaire est le premier poste en augmentation de la loi de finances 1987. Il s'accroît de 6,8 % par rapport à l'année dernière, un chiffre qui ne prend pas en compte les pensions militaires et les dizaines de milliards détournés pour des recherches militaires.

Plus encore que les années précédentes, ce budget fait la part belle aux armements nucléaires. 38 % de ses cent soixante-neuf milliards sont ainsi consacrés à l'entretien et à l'équipement de la quincaillerie atomique. On mesure ici les conséquences d'un choix qui fait

de la France le seul pays, avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, à disposer d'une panoplie complète : force océanique, force aérienne stratégique, missiles du plateau d'Albion, régiments d'artillerie nucléaire tactique ou « préstratégique ».

## Gouffre financier

L'entretien et l'équipement de cet arsenal deviennent un véritable gouffre financier. Ce qui n'a rien d'étonnant, l'étude et la mise en place d'un système de missiles demandant au

moins vingt ans pour se retrouver obsolète peu après sa mise en service. Dès lors, le coût de ces engins devient de plus en plus énorme, au fil des années.

L'impérialisme français aspirant à jouer un rôle actif sur la scène internationale, l'équipement de régiments en matériel « classique » devient également un souci permanent des gouvernants. Pour la première fois cette année, les crédits d'équipement passent d'ailleurs devant les crédits de fonctionnement. Chirac s'inspire à cet égard d'Hernu. Le rôle accru du contingent depuis cinq ans se voit confirmé dans le projet de budget :



Des armes de plus en plus sophistiquées et un nouveau poste budgétaire pour lancer le pays dans la guerre de l'espace.

4 300 appelés supplémentaires pour une diminution de 3 200 engagés. A travers ces chiffres transparait la volonté de faire toujours plus supporter à la jeunesse le poids de la militarisation. En effet, les appelés ne reviennent pas cher avec leur solde qui plafonne à 400 francs.

Autre volet du budget militaire, l'accroissement des moyens de la gendarmerie : renforcement de l'appareil répressif oblige, celle-ci se voit octroyer 1 300 nouveaux postes, qu'accompagnent sept milliards de crédits en véhicules et matériels de transmissions.

Enfin, le pouvoir ouvre un nouveau poste budgétaire, celui de l'espace. Après la création par François Mitterrand d'un commandement de l'espace, on engage maintenant les recherches et constructions dans ce domaine.

## Problèmes à venir

Un pareil budget et les premières discussions sur la loi de programmation militaire 1987-1992 règlent-ils pour autant les problèmes dans lesquels se débattent les gouvernements de la V<sup>e</sup> République ? C'est peu probable. Car développer une panoplie nucléaire complète, s'engager dans un programme d'armements spatiaux, entretenir des armements classiques ne

pourront demeurer longtemps l'ambition de la troisième puissance militaire de la planète. A moins d'augmenter considérablement le budget militaire comme l'envisageait la plate-forme RPR-UDF, en le fixant à 4 % du PIB. On sait toutefois que Giraud lui-même a reculé cette perspective à la fin de la présente législature.

Dans ces conditions, la préparation de la loi de programmation militaire ne manquera pas de susciter de nombreuses polémiques sur les choix à long terme. Faut-il renforcer la dissuasion nucléaire comme le souhaite le chef de l'Etat, maintenir en état le potentiel afin de développer un système spatial, développer l'armement nucléaire tactique en le découplant du stratégique ? Tous ces choix, qui ont des implications décisives pour les marchands de canons de l'Hexagone, s'inscrivent d'ores et déjà en toile de fond de l'actuel débat budgétaire.

Prise entre ses contraintes économiques et institutionnelles, la majorité va connaître les mêmes problèmes que l'administration américaine, dont le Sénat vient de diminuer le budget de guerre de près de 3 %. Des contradictions qui ne peuvent qu'être aggravées par le décalage croissant entre un potentiel industriel déclinant et une puissance militaire en expansion constante.

Bernard Clifden

## SAINT-BRIEUC

# ON BRADE AU CAC

*Déficit de plus de deux millions, gestion défectueuse : le Centre d'action culturelle de Saint-Brieuc prend des mesures d'assainissement. De quoi provoquer l'entrée en lutte du personnel.*

### De notre correspondant

Inauguré en grandes pompes à la fin de l'année 1982, le Centre d'action culturelle de Saint-Brieuc était l'orgueil de la municipalité socialiste. Aujourd'hui, il connaît de graves difficultés et un déficit prévisionnel de 2,5 millions de francs.

Une gestion défectueuse, sans aucun contrôle de la municipalité, ni même du conseil d'administration, ainsi qu'une diminution des subventions de la ville et de l'Etat ont provoqué cette situation.

Résultat, après le départ de l'administrateur et du directeur, promu dans d'autres fonctions lointaines, le nouveau directeur, Poignant, propose un plan de restructuration draconien : la suppression du cinéma La Bobine, seule salle de la ville à offrir une programmation « différente » ;

la transformation du Forum, lieu de rencontres, en une galerie de la culture (!) ; la privatisation du secteur audiovisuel, qui occupe pourtant une place importante dans la vie associative de la ville : la liquidation du secteur « Enfance-jeunesse » qui permet de faire le lien entre le CAC et les établissements scolaires du département.

A la clé de toutes ces mesures, la réduction de 50 % de la masse salariale, le licenciement de dix-sept personnes, sur un total de quarante et une travaillant actuellement au CAC.

Le conseil d'administration, le 11 septembre, entérine bel et bien ce plan. Dès le lendemain, le personnel retient dans leur bureau le directeur et l'administrateur qui seront libérés grâce aux forces de police, tard dans la nuit. Trente travailleurs du CAC font l'objet de poursuites judiciaires.

Depuis ces événements, la lutte a pris une autre dimension avec la mise en place d'un comité de défense (usagers du CAC, SNEPT-CGT, SGEN-CFDT, PCF, LCR, FEN, etc.) qui a apporté son soutien au gala « vive le CAC », organisé par les travailleurs du centre culturel. De nombreuses autres actions spectaculaires sont prévues, afin de briser le mur de silence qui entoure cette lutte, dans la presse régionale.

La présence de plusieurs centaines de personnes au gala est un encouragement pour le personnel du CAC. Mais le temps est désormais compté, et il faudra l'unité la plus large pour faire reculer la direction, la mairie (que l'on dit inflexible...), mais aussi les tutelles. Jusqu'au ministère de la Culture qui n'est pas mécontent de la tournure que prennent les événements.

Claude Salazar

# MAIRE IMPOSE LE LIBERALISME

*La commission exécutive de la CFDT a signé très, très vite, l'accord sur les procédures de licenciement. Sans consulter personne ! Il faut dire que quand la fédération métaux avait pris le temps, elle, pour parapher l'accord sur l'aménagement du temps de travail, la réponse de base avait été un presque unanime non. Edmond Maire et ses collègues ne voulaient pas courir ce danger...*

**D**ix jours après avoir signé avec le CNPF l'accord sur les procédures de licenciement, Edmond Maire menace le gouvernement : « Si la loi ne correspond pas à l'accord, le gouvernement se déconsidérerait à nos yeux. » (2 novembre, « Grand jury RTL-le Monde »). Séguin et

garder le salarié durant ce temps, au lieu de le renvoyer dès qu'il n'en a plus besoin. Tant pis s'il s'est trompé de quelques semaines ! Logique et satisfaction patronales.

La CGPME, certes, traîne des pieds. C'est pour obtenir que l'Etat lâche 120 millions de francs afin de financer les contrats de conversion des entreprises de 10 à 50 salariés<sup>1</sup>. Bref, « cela s'arrangera à l'amiable, comme toujours », assure Gattaz. Tout baigne ?

## Qui accorde quoi ?

La commission exécutive confédérale de la CFDT a-t-elle « signé pour les licenciements ? » « Nous signons parce que nous ne voulons pas courir le danger de perdre demain ce que nous avons gagné cette nuit », déclarait, le 21 au matin, Nicole Notat, négociatrice CFDT. Elle venait de donner son accord à un mémorandum — résumant l'état de la discussion — mais aussi à un second texte, modifiant les accords précédents et en cours de rédaction, au moment de la signature. Pressée, la CE confédérale ? Certainement. Deux jours après, elle aurait pu consulter le CNC<sup>2</sup> et se serait vue contrainte de l'écouter. On voit déjà les arguments : sans un contrôle administratif sur le plan social précédant la décision et pouvant en suspendre l'effet, dans les petites entreprises, un accord ne vaut rien ; en pratique, les patrons interdisent déjà la présence des vrais syndicats ouvriers. Par ailleurs, sur le plan politique, il y a vraiment tout à gagner à « marquer le coup ».

Si un accord sur les licenciements « limitait la casse », sans doute faudrait-il le défendre comme un moindre mal. C'est-à-dire en montrant sur quels objectifs complémentaires il faut ensuite faire peser la mobilisation. Mais si ce n'est pas le cas, la seule garantie est de dire la vérité, de faire une campagne de dénonciation, de multiplier les prises de position, afin de faire sentir aux salariés que les syndicats sont là, dévoilant les mauvais coups des libéraux au pouvoir, et appelant à lutter. Face à un ministre chargé de porter le lourd fardeau du « consensus social », qui ne comprend que le refus de ce consensus, la voie de la lutte est de la première importance. Qui ne comprend que Chirac a tout à perdre, électoralement, à un « climat social délabré » ?

## Qui représente qui ?

Il semble bien que certains membres du bureau national aient déjà dit des choses semblables, avant le 20 octobre. Cela faisait

même partie des mandats donnés à la délégation et finalement non respectés par la CE confédérale. « Surprise et grogne », annonça donc le représentant des Pays de Loire, au CNC des 22, 23 et 24 octobre. Il argumenta sur le non-respect des mandats donnés par le bureau national, à propos du rôle de l'administration dans le contrôle des licenciements, du refus de la consultation du CNC, etc. De même, celui de Lorraine souligna que « si nous nous en tenons au mandat donné, il n'y aurait pas dû y avoir signature ». Celui de Rhône-Alpes rappela « la difficulté d'application là où il n'y a pas de présence syndicale ».

Aucune de ces trois structures syndicales ne fait partie de « l'opposition traditionnelle ». Pas plus que la Bretagne ou la fédération de la chimie qui n'ont pas caché leurs critiques, tant de fond que de forme. Pourtant, la presse — reprenant les propos de Pierre Héritier — a prétendu que seules la fédération hacuitex et les régions Basse-Normandie et parisienne s'étaient prononcées contre.

On comprend facilement pourquoi. La direction confédérale a décidé de donner l'image d'une « CFDT ressaisie », pour reprendre le titre de l'éditorial de *Syndicalisme-Hebdo*, du 30 octobre. En fait, la CE confédérale est amenée, au nom de son idéologie « social-libérale », à exalter « l'entreprise, lieu collectif où deux logiques doivent cohabiter ». Elle l'impose à toute l'organisation.

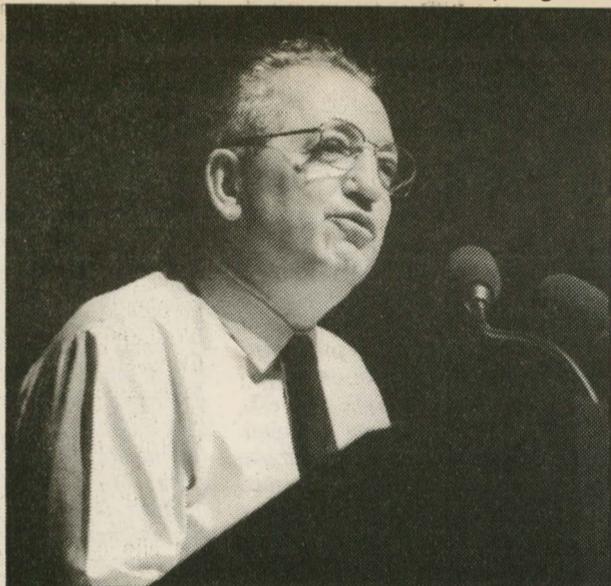
Sa situation deviendrait vite des plus instables si tous ceux qui veulent une CFDT pour l'action et pour reconstruire un rapport de forces décidait de le faire savoir ensemble. Mais combien de dirigeants « critiques » cherchent à « représenter » la confédération auprès de la base, au lieu, tout simplement, de représenter les syndicats au niveau de la confédération !

Bernard Macaire

1. Celles-ci ne cotisent pas au 0,8 % formation professionnelle, qui prendra en charge le coût (4 000 francs) de la formation prévue dans les contrats de conversion ?

2. Conseil national confédéral, parlement de la CFDT réuni trois fois par an.

Edmond Maire et les négociateurs CFDT ont dépassé le mandat qui était le leur.



Chirac ont dû en trembler ! A moins qu'ils n'aient souri ! Qui s'est déconsidéré dans cette affaire ?

La droite applique son programme et autorise les licenciements sans contrôle. Peu importe l'habillage. Seul le fait compte : l'accord du 20 octobre confirme la loi de juillet 1986. Yvon Gattaz claironne d'ailleurs sa satisfaction et prévoit même une diminution des contrats à durée déterminée : « Maintenant que les chefs d'entreprise ont une certaine liberté pour adapter leur effectif à l'activité de l'entreprise, ils n'ont plus besoin de passer par ces contrats. » (RMC, le 2 novembre). C'est vrai, quoi ! Avoir signé un contrat de six mois contraint l'entrepreneur à

## FORCE OUVRIERE

# GRIBOUILLE AU POUVOIR

*La prochaine réunion de l'instance dirigeante de Force ouvrière pourrait être le théâtre d'une agitation mise en lumière par quelques petites phrases assassines de responsables.*

**L**a tension est vive dans Force ouvrière. La signature de l'accord sur les nouvelles règles de licenciement ne passe pas comme une lettre à la poste. Déjà, FO n'a apposé son paraphe qu'à la suite d'un chassé-croisé étonnant où, semble-t-il, les principaux dirigeants des fédérations et des régions ont été mis devant le fait accompli.

Bref, la centrale d'André Bergeron connaît un important débat interne. L'été dernier, une violente polémique avait déjà éclaté à propos de l'accord sur l'aménagement du temps de travail dans la métallurgie. La fédération FO de cette branche l'avait signé. La fédération de la chimie avait alors déclaré que Michel Huc (dirigeant des métallos

FO) menait « la politique de Gribouille », en négociant la banalisation du travail de nuit pour les femmes, car FO « est contre toute remise en cause des dispositions du Code du travail ».

Aujourd'hui, c'est l'union départementale de la Loire-Atlantique qui est montée au créneau. Elle « déplore et condamne sans réserves la position du bureau confédéral et d'André Bergeron ». Alexandre Hébert, responsable de cette union interprofessionnelle et membre de la commission exécutive confédérale, ne mâche pas ses mots dans une lettre qu'il a adressée à l'ensemble des responsables locaux et nationaux de FO. Pour lui, cette signature « fait remporter au patronat et au gouvernement une vic-

toire décisive sur la classe ouvrière ». L'accord n'est même pas « un accord de collaboration », mais un « accord d'intégration des syndicats à l'Etat ». Ce qui est bien pire au regard des proclamations d'indépendance traditionnelles dans cette confédération.

En fin de semaine se réunit la commission exécutive ; elle s'annonce agitée. D'autres structures ont peu apprécié cette signature. Elle pourrait être une occasion, pour elles, de faire entendre leur voix dans un débat violent et polémique, même s'il reste largement interne. Seule pour l'instant, la région Loire-Atlantique « ne s'est pas estimée engagée par la signature d'un tel accord ».

A. G.

# A LA VIE, A LA MORT POUR LE COUSERANS

*Dans l'Ariège, quand une mine ferme cela veut dire cent cinquante nouveaux chômeurs, mais aussi la mort d'une vallée. Ce triste plan est pour l'instant un projet que toute la population du Couserans combat.*

□ De notre correspondant

**A** Salau, en Ariège, la seule mine d'Europe occidentale de tungstène est menacée de fermeture. Cent cinquante mineurs, dont 15 % de travailleurs immigrés, risquent de se retrouver au chômage. Ainsi en ont décidé le ministre de l'Industrie, Madelin, la société minière Anglade-SMA et Paribas, principal actionnaire de la mine de Salau. Et ici, même pas de plan social, même pas de proposition bidon de reconversion. Peu importe le sort d'une centaine de mineurs et de leurs familles.

On peut, par ailleurs, douter du bien-fondé des arguments économiques énoncés, tant par la SMA que par le préfet et le RPR

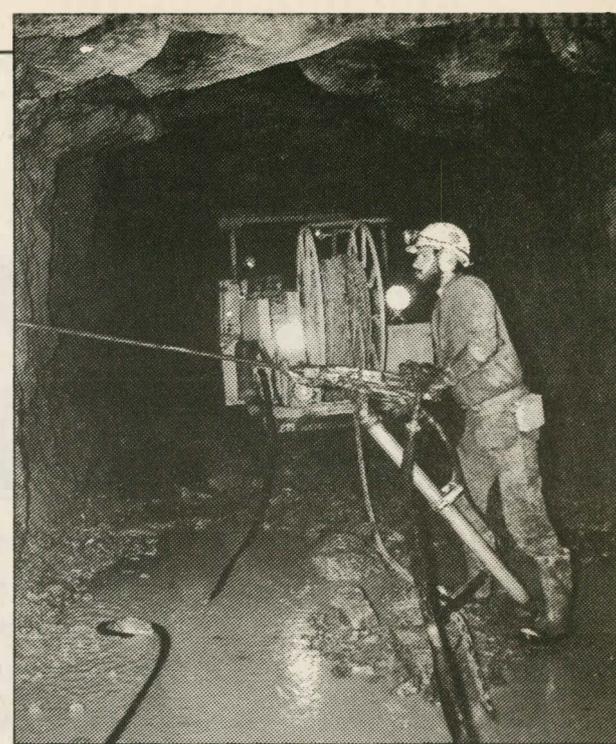
de l'Ariège. Le rapport du Bureau de recherches minières et géologiques (BRGM) fait apparaître deux éléments qui contredisent les propos du gouvernement. Pour l'année 1984, d'après ce rapport, l'exercice est positif, tant de la production que du chiffre d'affaires. D'autre part, grâce à des recherches géologiques, des réserves de tungstène de très bonne qualité existent pour cinq années.

A ces recherches se sont ajoutées deux découvertes : une matière interradiodique inconnue qui demande des recherches poussées et une présence d'or dans les sondages effectués par le BRGM. Le tungstène est un métal rare dont la propriété est de ne fondre qu'à

3482°C. Pour cette raison, celui-ci est utilisé d'abord pour les filaments de lampe électrique, des aciers spéciaux, mais aussi pour le revêtement des fusées et de leur chambre de combustion. On le trouve enfin au bout de nos stylos à bille.

## La mort du Couserans

Cent cinquante mineurs licenciés, c'est cent cinquante chômeurs dans un département qui en compte déjà beaucoup. Mais c'est aussi la mort d'une vallée, de dizaines de villages. La situation de l'emploi, comme ailleurs, n'est pas bonne, mais ici c'est pire. L'Ariège a vu renaitre ses villages grâce à ses indus-



**On peut douter du bien-fondé des arguments économiques qui conduisent à la fermeture de la mine.**

tries. La mort de ses industries, c'est la désertification, l'exécution de villages entiers. Les chiffres de l'ANPE parlent d'eux-mêmes. Le nombre de demandes d'emploi est de 2 100 pour Saint-Girons et Foix, 960 pour Lavelanet, 1 300 pour Pamiers. Dans la dernière période, cent trente travailleurs ont été licenciés, 1 760 ont vu leur contrat se terminer, 705 sont entrés sur le marché du travail, 237 femmes ont demandé une reprise d'activité. Et pendant ce temps, seulement 113 emplois étaient créés. Sans commentaire.

## La lutte des mineurs

Depuis le mois d'août, les mineurs de Salau ont sensibilisé la population. Dès l'annonce des licenciements, les mineurs sont venus dresser un campement devant la sous-préfecture de Saint-Girons et ont barré la route de Foix. Un meeting de cinq cents personnes, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, s'est tenu à Saint-Girons, le jeudi 25 octobre dernier. A ce meeting, outre les interventions des sections syndicales des mineurs, toutes les entreprises du Couserans sont venues apporter leur soutien et expliquer leur propre situation.

Un véritable mur de solidarité s'est dressé autour des mineurs. Le magasin Intermarché a fourni des pizzas, une société de taxis a mis ses véhicules à la disposition des mineurs pour le déplacement de la mine à Saint-Girons, des médecins, des dentistes offrent gratuitement leurs services, un magasin a mis un local et le téléphone à disposition. Une telle solidarité de toute la population s'explique par la catastrophe économique que représente le licenciement de cent cinquante mineurs.

Cependant, la mobilisation est fragile. Les mineurs ne sont pas en grève. Ils se

relaient, après leur travail, autour des initiatives de pression en direction des pouvoirs publics. La première démarche a été d'obtenir l'ouverture de négociations. Une fois cet objectif atteint, le campement et les barrages ont été levés.

## Un double objectif

Les objectifs avancés par l'intersyndicale sont doubles : obtenir le maintien de l'activité minière jusqu'en 1987 (objectif en deçà de celui fixé par le BRGM) et négocier un plan social correct en cas de fermeture de la mine.

L'intervention de Delagrè, secrétaire de l'UD-CGT, au rassemblement de Saint-Girons ne laisse aucun doute : « La mine doit et peut vivre. Nous demandons de l'argent pour travailler et non pour licencier. Nous refusons la fermeture en deux étapes sur le dos des mineurs. Il faut que la mine s'engage à fonctionner au moins jusqu'au terme du programme de recherche, c'est-à-dire jusqu'en 1987. Il faut mettre sur pied un plan social correct au cas où, par malheur, la mine ne pourrait être maintenue en activité au terme de ce délai considéré comme minimum. » L'intervention du CGC allait dans le même sens : « Trois jours sous la tente pour obtenir que le préfet et le PDG de la SMA se rencontrent et donnent le coup d'envoi des négociations. Les barrages ont été levés et le personnel reste mobilisé. Les engins ne quittent pas Saint-Girons au cas où... »

Les premières négociations à froid ne laissent pourtant guère d'espoir, tant sur le maintien de la mine que sur un plan social. Le patron ne connaît qu'un seul langage, celui du rapport de forces. Mais les conditions existent pour l'organiser, dans le Couserans, en faveur des travailleurs.

Gilles Sicba

## EDF BORDEAUX

# ÇA PEUT RAPPORTER GROS

*Les agents du centre de distribution EDF de Bordeaux ont remporté le morceau, après une semaine de grève. La détermination et les pressions du personnel pour maintenir l'unité de leurs organisations syndicales y est pour beaucoup.*

□ De notre correspondant

**A**près une semaine de grève active (assemblée générale quotidienne, comité de grève, coupures de courant, popularisation), le travail a repris au centre de distribution EDF de Bordeaux (cf. Rouge n° 1230 du 30 octobre). Pour la première fois depuis trois ans, des directives nationales de réduction de masse salariale n'ont pas pu s'appliquer face à la mobilisation des agents EDF.

Ils ont obtenu dix-huit créations de postes, huit reclassements, et une prime de 1 400 francs pour les personnels techniques. L'expansion du module télégestion a été aussi arrêtée tant que les problèmes techniques ne seront pas

réglés et, lorsque l'expérience reprendra, ce sera sous le contrôle du Comité hygiène, sécurité, conditions de travail (CHSCT).

Ce résultat est encourageant ; il est dû à la détermination des travailleurs face à l'arrogance du chef de centre. Mais malgré ces acquis, le problème de la télégestion (report d'une partie du travail sur d'autres agents) reste posé. Et si l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) a tenu jusqu'au bout, ce n'est vraiment que sous la pression du personnel. Tous les syndicats, chacun avec ses propres méthodes, ont essayé de se débiter de l'intersyndicale. Ce sont les travailleurs qui, d'assemblée générale en assemblée générale, ont réussi à maintenir l'unité syndicale

jusqu'à l'appel à la reprise. La mise en place d'un comité de grève intersyndical est un premier pas vers la prise en charge démocratique de la lutte des travailleurs. Mais on peut lui reprocher de ne pas avoir été élu, et que les non-syndiqués n'aient pas été représentés.

Les acquis sont riches. Plusieurs services ont lutté ensemble pour la première fois et se sont aussi dotés de nouvelles formes d'action, avec la volonté affichée d'aller jusqu'au bout (blocage des dossiers par les gestionnaires, etc.). Les agents ont repris le travail par discipline syndicale, mais ils restent mobilisés. Et la direction sent bien qu'elle ne peut plus faire n'importe quoi.

*Il y a dix ans tombait Carlos Fonseca, fondateur du Front sandiniste. L'anniversaire va être solennellement célébré au Nicaragua. Une occasion de revenir sur la vie de ce militant hors du commun.*

**A l'invitation du FSLN, notre camarade Alain Krivine participera aux cérémonies commémoratives de la mort de Carlos Fonseca, à Managua.**

C'est le 8 novembre que le Nicaragua doit solennellement commémorer le dixième anniversaire de la mort de celui qui fut le fondateur et le principal dirigeant du FSLN : Carlos Fonseca. Tombé lors d'un affrontement avec la garde nationale de Somoza, le 8 novembre 1976, Carlos fut l'un des plus remarquables représentants de la nouvelle

dement avec ce courant sclérosé et réformiste, pour chercher une voie authentiquement révolutionnaire. Il s'en explique plus tard : « *Le Parti socialiste nicaraguayen est né au cours d'un meeting dont l'objectif était de proclamer le soutien au gouvernement de Somoza. Cela s'est produit le 3 juillet 1944 au gymnase de Managua et, pour être rigoureusement objectif, il faut expli-*

par l'origine de ses fondateurs, par son idéologie et par sa ligne politique, dès le début une organisation marxiste et nullement, comme certains ont pu le faire croire, un « mouvement nationaliste petit-bourgeois ».

Libérés du carcan étouffant du stalinisme, Carlos et ses amis formulent une orientation marxiste pour la révolution nicaraguayenne,

1934, sont un héritage transmis de génération en génération. Ils représentent une tradition des opprimés, souterraine, occulte, réprimée, mais incroyablement tenace. Une tradition qui inclut aussi les idées du Général des hommes libres : un mélange explosif d'anti-impérialisme intransigeant et de rébellion sociale (d'origine anarcho-syndicaliste). Frappée d'in-

deviendra un mot d'ordre central du front : « *Seuls les ouvriers et les paysans iront jusqu'au bout, seule leur force organisée obtiendra la victoire.* » Interprétant Sandino à la lumière du marxisme et traduisant le marxisme dans le langage

# UNE VIE DE REVOLUTIONNAIRE

génération révolutionnaire qui changea l'histoire de l'Amérique latine, à partir de 1959. A la fois intellectuel, écrivain, théoricien et homme d'action, combattant, guerillero, il a joué un rôle clé dans la formation du sandinisme comme avant-garde reconnue de tout un peuple.

D'abord jeune adhérent du Parti socialiste (appellation du PC nicaraguayen) — qui l'envoie comme délégué au congrès mondial de la jeunesse à Moscou en 1957 —, Carlos rompt rapi-

quer cette grave erreur non seulement comme le résultat de la simple mauvaise foi des dirigeants, mais en tenant compte aussi des facteurs qui ont rendu cette manifestation possible. La direction marxiste n'a pas gardé la sérénité nécessaire devant l'hégémonie que le secteur conservateur avait sur le mouvement contre Somoza, elle n'a pas su distinguer entre la justesse de l'opposition à Somoza et les manœuvres du secteur conservateur. Une fois que Somoza eut utilisé en sa faveur le secteur pseudo-marxiste, il a déclenché une persécution contre le mouvement ouvrier qui, en raison des conditions de facilité dans lesquelles il était né, n'a pas su se défendre avec la fermeté propre aux révolutionnaires. » (Carlos Fonseca, *Nicaragua, hora zero*, 1969.)

## Inspiration cubaine

C'est la révolution cubaine — et en particulier Che Guevara, dont il devient l'ami au cours d'un séjour à Cuba en 1960 — qui va inspirer sa démarche et celle de ses camarades. Comme il l'écrira ultérieurement : « *C'est avec l'apparition de la révolution cubaine de 1959 que le marxisme est arrivé à l'esprit rebelle nicaraguayen.* » (Carlos Fonseca, *Viva Sandino*.) Cela ne veut pas dire que le sandinisme est une simple copie ou imitation du modèle cubain. Carlos Fonseca et ses amis formulent une doctrine et une orientation propres, correspondant aux traditions révolutionnaires du Nicaragua.

Créé en juillet 1961, dans une réunion à laquelle participent Carlos Fonseca, Silvio Mayorga et Tomas Borge, le FSLN est donc,

fondée sur deux idées-force : 1) la nécessité d'une guerre révolutionnaire contre la dictature de Somoza, en organisant les masses ouvrières et paysannes ; 2) l'élaboration d'un programme associant libération nationale et sociale, démocratie et socialisme. Dans une proclamation faite au nom du FSLN en 1970, Carlos Fonseca insiste : « *La revendication socialiste et l'émancipation nationale se combinent dans la révolution populaire sandiniste. Nous nous identifions avec le socialisme, tout en gardant une attitude critique envers les expériences socialistes.* »

## La légende Sandino

Mais le plus important est que le FSLN parvient à articuler le marxisme avec deux composantes essentielles de la culture populaire au Nicaragua : l'héritage de Sandino et la sensibilité sociale-chrétienne. Pour comprendre pourquoi les masses sortent de leur apathie, se révoltent, se soulèvent contre leurs oppresseurs, il faut certes commencer par examiner les conditions économiques, sociales et politiques. Mais il faut aussi prendre en considération la dimension culturelle de leur engagement.

Si les intérêts de classe, en dernière analyse, sont déterminants pour expliquer comment les exploités et les opprimés prennent conscience de leur condition, se mobilisent, luttent, risquent leur vie, il convient également d'interroger leur culture, leurs traditions, leurs croyances, leur idéologie.

La légende de Sandino, sa lutte épique contre les marines américains, son lâche assassinat par les hommes de main de Somoza en

terdiction par l'Etat et les classes dominantes — et ignorée par le PSN stalinien — cette culture révolutionnaire, profondément enracinée dans la mémoire collective du peuple nicaraguayen, est demeurée longtemps comme une braise cachée sous une lourde couche de cendres.

Quand le FSLN commence à s'organiser vers le début des années soixante, beaucoup de compagnons d'armes de Sandino sont encore vivants et contribuent à assurer la transmission de l'héritage à une nouvelle génération de combattants. Carlos Fonseca observe avec étonnement que « *la familiarité avec laquelle le paysan et le montagnard se réfèrent à Sandino est impressionnante. Le jeune paysan écoute avec respect la narration de ses aïeux...* » (Carlos Fonseca, *Bajo la bandera del sandinismo*).

## Intégration des chrétiens

L'organisation née en 1961 devait s'appeler Front de libération nationale. C'est Carlos Fonseca qui insiste — et finalement convainc ses camarades — pour qu'on l'intitule Front sandiniste de libération nationale. Il a compris que le sandinisme constitue le seul espace politico-culturel où une révolution est possible au Nicaragua. Depuis plusieurs années, il étudie l'histoire de la geste de Sandino (grâce notamment au petit livre de Gregorio Selser) et rassemble ses écrits.

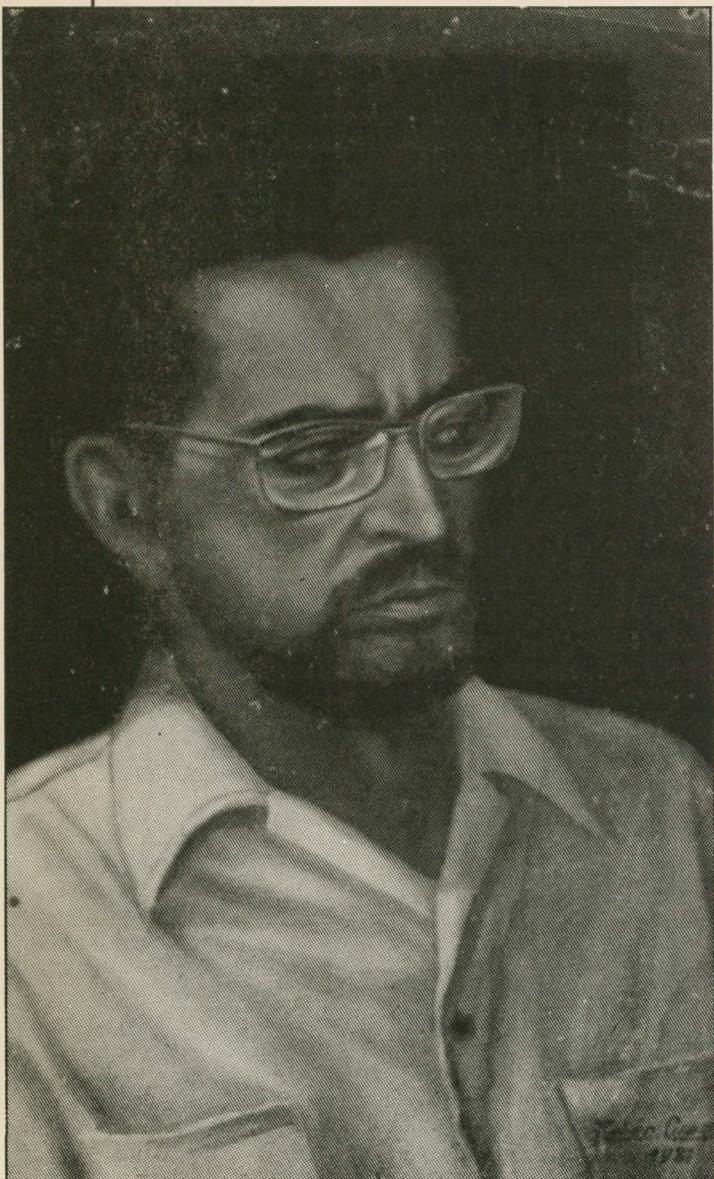
En 1962, une des premières publications du nouveau front est une petite brochure intitulée *Doctrine politique du général Augusto Cesar Sandino*, recueil de citations choisies par Carlos. On y trouve en particulier la formule célèbre qui

de la culture sandiniste, Carlos Fonseca et ses camarades forgent le nouveau sandinisme.

L'autre aspect culturel décisif est l'intégration, dans le FSLN, du courant chrétien révolutionnaire. Refusant toute approche dogmatique et abstraite, Carlos Fonseca écrit : « *C'est fondamental, dans le Front sandiniste, l'unité entre les vrais révolutionnaires et les vrais chrétiens, l'unité de l'Amérique opprimée qu'ont forgée, le fusil à la main, le commandant Ernesto Che Guevara et le prêtre Camillo Torres.* » Dans cette formulation précise et claire, il n'est pas question de « main tendue », de « dialogue », ni même d'« alliance stratégique ». Il s'agit d'unité, et plus précisément de l'unité dans le Front sandiniste. Les « *vrais chrétiens* » sont reconnus comme une composante légitime du mouvement révolutionnaire. Cette ouverture permet, au cours des années soixante-dix, une incorporation de plus en plus massive de chrétiens dans le sandinisme.

Le Mouvement chrétien révolutionnaire, le Mouvement d'étudiants chrétiens, les communautés de base, les délégués de la parole et le Centre d'éducation et promotion agraire fournissent un grand nombre de militants et parfois même de dirigeants du FSLN. Sans parler des prêtres et des religieux qui soutiennent le front (comme le père Garcia Laviana). C'est ainsi que s'est formé un courant sandiniste chrétien et que s'est enracinée, dans l'imagination populaire, l'idée qui représente encore aujourd'hui une des plus importantes sources de la force de masse du FSLN : « *Entre la religion et la révolution, pas de contradiction.* »

Michael Loewy



**Carlos Fonseca, l'inspirateur d'une doctrine conforme aux traditions révolutionnaires du pays.**

## REPRESSION SYNDICALE DANS UN COLLEGE A WITTENHEIM (HAUT-RHIN)

Un professeur de maths, Bernard Shaeffer, vient d'être sanctionné et muté d'office par le ministre de l'Éducation nationale, Monory. Et ce, alors que la commission de discipline des professeurs certifiés n'a voté aucune sanction. Le ministre a donc passé outre...

Officiellement, on reproche à Bernard Shaeffer d'avoir accusé, par l'intermédiaire du carnet de correspondance de ses élèves, le maire RPR de la ville, Grissingier, « de faillir à sa promesse quant à l'utilisation de micro-ordinateurs au collège ». Voilà tout ce qui a été trouvé pour sanctionner cet enseignant.

En fait, le maire et son acolyte, le principal du collège, n'ont jamais supporté les activités syndicales de Bernard Shaeffer, depuis plusieurs années élu du SGEN-CFDT au comité d'établissement. En février 1977, le député de la circonscription — déjà Grissingier — n'est-il pas allé jusqu'à demander dans une lettre à René Haby, alors ministre de l'Éducation nationale, une inspection de Bernard Shaeffer ? Mal

lui en prit, d'ailleurs, car l'inspecteur général dépêché sur les lieux rendit un rapport fort élogieux sur son travail.

C'est le 16 mars que, forte de sa victoire, la droite locale reprend l'initiative et obtint finalement la tête de Bernard Shaeffer. Le caractère politique de la sanction ne fait aucun doute.

Un comité de soutien départemental a pris en charge très activement la défense de Bernard Shaeffer. Pétitions, manifestations devant la mairie et devant le collège le 21 octobre, meetings se sont succédé et ont rassemblé des milliers de protestataires. Malgré la sanction, ce comité n'a pas dit son dernier mot : le soutien à Bernard doit s'élargir au niveau national pour faire revenir le ministre sur sa décision.

Prochaine étape : la commission de recours du Conseil supérieur de la fonction publique qui a été saisie.

Pour tout contact avec le comité de soutien : J. M. Heinrich, 7, rue Camille Sée, 68000 Colmar et M. Fremiot, 1, rue d'Agen, 68260 Kingersheim.

## « A VAINCRE SANS PERIL... »

Les 125 sièges à pourvoir lors des législatives en Tunisie viennent d'être tous remportés par les candidats du Parti socialiste destourien, toujours au pouvoir. Le score du PSD est même monté à 98,8 % des voix à Monastir, ville natale du président tunisien Habib Bourguiba.

Il faut tout de même dire qu'une victoire aussi nette a été quelque peu facilitée par l'absence d'adversaire. Les cinq formations d'opposition légales ou tolérées avaient toutes retiré leurs candidats pour protester contre l'absence de garanties sur le déroulement du scrutin. Seuls deux listes indépendantes s'étaient maintenues.

Les résultats de ces élections ne justifient pourtant pas à donner au régime tunisien l'assurance que l'après-Bourguiba se déroulera sans tempête. Le président tunisien est âgé de 83 ans.

□ La FDN, largement composée d'anciens gardes somozistes, a lancé une offensive dans le nord du Nicaragua, près de la frontière avec le Honduras. Forte des cent millions de dollars alloués par le Congrès américain pour 1987, officiellement soutenue et entraînée par la CIA, elle a déclenché une opération d'envergure. Selon Managua, qui a envoyé sur place quatre bataillons spécialisés dans la lutte anticomuniste, les affrontements ont déjà fait plus de 120 morts — dont 21 sandinistes — et 140 blessés.

## COURTS... ... METRAGES

### CLIMAT DE BAVURE A CRETEIL

A la cité des Sablières, à Créteil, les flics débarquent souvent revolver au poing, menaçant les jeunes présents pour effectuer un contrôle. Dans la même cité, sous prétexte d'arrêter un dealer, on avait déjà assisté à une vraie descente de flics, utilisant abondamment des grenades lacrymogènes. Des enfants jouaient pourtant à côté. Enin, toujours aux Sablières, un jeune Beur est inculpé pour avoir osé protester contre ces méthodes expéditives, lors d'un contrôle policier le 2 février.

□ On en trouve des mauvaises dans les canards gratuits de petites annonces. Ainsi, dans *Sud-93*, un propriétaire, loueur d'une chambre meublée à Bondy, demande « un jeune homme seul, Européen de préférence ». Alors qu'il y a une loi qui condamne la ségrégation raciale... Voilà en tout cas des petites phrases qui renforcent le climat d'insécurité pour les « non-Européens ».

### THOMSON DEMENAGE

« Thomson déménage les pucés grenobloises », tel est le titre d'une grande affiche sur panneaux publicitaires, financée par les salariés des centres Thomson de l'agglomération. En gros caractères, elle poursuit : « 300 licenciements à EFCIS, 200 suppressions de postes à DCU/DMS, que fait Grenoble et la région ? » Suivent les signatures de tous les syndicats des deux centres. Le 24 s'est tenue une table ronde réunissant la direction générale de Thomson, la préfecture de l'Isère, les pouvoirs publics locaux, la direction du travail et les syndicats, qui avaient amené les signatures d'une pétition organisée sur les deux centres.

Cette réunion ressemblait plus à un enterrement qu'à un débat. Thomson met en œuvre une stratégie mondiale et investit aux Etats-Unis, le gros marché. Les pouvoirs locaux tiennent à l'image de « technopole » grenobloise et s'inquiètent de la campagne d'affiches des syndicats.

Le personnel ne se mobilise plus, la tactique syndicale s'oriente vers la garantie de conversion du personnel et, à long terme, vers l'exigence du maintien de l'emploi sur le bassin grenoblois. Seule, cette sensibilisation profonde des travailleurs, la transformation des UD syndicales en noyaux actifs et la solidarité des luttes pourraient inverser la vapeur... En attendant, beaucoup de licenciements précèdent les licenciements et beaucoup de ces ouvriers et ouvrières se retrouvent, dans un ou deux ans, sur un marché du travail encore plus déprimé.

### BADGES, MAGNETISES, ATOMISES...

Décidément on n'arrête pas le progrès. Un grand pas en avant a été accompli dans les locaux de la société Technique-Atome, filiale du CEA sur le site de Saclay. Sans doute, le fin du fin de la société flique... mais non friquée pour les salariés. Installation par couleur et par étage d'un badge magnétique personnalisé : c'est le séisme de la société policière et pointeuse de demain. Ainsi, chaque jour, la science fait un pas. Celui-ci est sans doute à verser au compte de la diversification des activités et pourrait permettre la livraison à tous les pays sous-développés de bureaux « badges en main ». Qui dit mieux ? Encore un effort messieurs, nous sommes au bord du gouffre, encore un pas en avant.

La dignité humaine, l'esprit de responsabilité sont tout au plus de vieilles idées à verser au musée de la conscience. Donc, tout va pour le mieux. Bonne nuit les petits, l'administrateur et les flics veillent sur vous. Ouf, en voilà fini avec les bazars de tout poil, les contacts parasites de tout ordre, qui grèvent lourdement les frais généraux : mutualité, activités sociales, sportives, culturelles, coopératives, politiques, hygiène et sécurité, conditions de travail, syndicales. On parle même de chronométrier le temps de pisser. Quel progrès ! Plus de contacts, sauf professionnels bien sûr. Encore que cela ne va pas toujours les faciliter. Rien n'est parfait ! Il reste quand même un responsable des relations sociales... Mais il va se retrouver bien seul pour faire son travail.

□ L'Association d'étude des réalités institutionnelles et politiques (AERIP) organise, les vendredi 14 et samedi 15 novembre, des journées d'études sur le thème : « Décentralisation, communes, vie locale ». Parmi les participants annoncés, on remarque le rédacteur en chef de la *Société française*, la revue de l'Institut de recherches marxistes, de Marie-José Chombart de Lauwe, responsable de la LDH, du professeur Jean-Jacques Gleizal ou du sénateur Serusclat, président de la fédération des élus socialistes. Ces journées se tiendront au 69 ter, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

□ C'est en débrayant pour faire signer les pétitions au bas d'une pétition que les caissières du grand magasin Super M de Rouen luttent contre le travail du dimanche et des jours fériés.

## L'AVENIR DES HERITIERS

### A EN PLEURER

Burgos, ce n'est pas seulement le nom d'une ville du Pays basque où des militants d'ETA furent assassinés sous Franco. Burgos, c'est aussi le patronyme d'un CRS qui a flingué un jeune, rue Mogador. A 15 mètres de distance, ou plutôt à 8 mètres, pardon, à 4 mètres. De face, ou plutôt de profil, pardon, de dos. Son flingue fonctionne plus vite que sa mémoire.

Le juge a donc incarcéré Burgos pour le mettre à l'abri des mauvaises fréquentations : loin de ses collègues de travail qui lui ont soufflé tous ces mensonges. Ou va-t-on s'il faut mettre un individu en prison pour le protéger de la police ? Toutes les prisons privées de la Terre n'y suffiront pas. A moins qu'on réserve les prisons aux flics : à ceux qui tuent, à ceux qui insécurisent les citoyens, et à ceux qui couvrent les précédents parce qu'ils rêvent de les imiter un jour.

Cela ferait du monde, sans doute. Mais Chalandon serait bien obligé de libérer les quelque milliers de délinquants qui grandissent en prison.

Nicolas Jeanson

### THOMSON AIDE SES CADRES

Cent cinquante projets ont été adressés à la direction du groupe Thomson qui avait ouvert un concours, en janvier dernier, afin d'aider ceux de ses employés qui le désiraient, à créer une entreprise indépendante. La totalité des projets primés émane de cadres et d'ingénieurs du groupe. Seule exception, celle d'un responsable « entretien », qui présentait un projet de dépannage rapide d'entreprises ! 1 250 000 francs ont été consacrés à rétribuer les participants du concours...

Thomson-CSF annonçait au même moment à ses employés, à l'occasion du comité central d'entreprise, qu'ils étaient mille de trop. Sans commentaire !



La manifestation à Paris, le 23 octobre dernier, contre l'expulsion de cent un Maliens.

### LA VOIX DE SON MAITRE

Contre l'expulsion des cent-un travailleurs maliens, une centaine de personnes se sont rassemblées, vendredi 24 octobre à Rouen, à l'initiative notamment de la Ligue des droits de l'homme et du Collectif unitaire antiraciste. Elle se sont rendues à FR3, afin de

faire accepter un communiqué dans le journal régional.

De son côté, le directeur de Paris-Normandie a refusé de passer l'appel au rassemblement. Il s'en est expliqué en qualifiant le texte de « diffamatoire vis-à-vis du gouvernement ». Un communiqué du MRAP ayant été publié, ce bon serviteur de Hersant s'est « justifié » : « C'est parce qu'il m'a échappé ».

## COURTS... ... METRAGES

### DEFENDEZ « ROUGE »

Lentement, nous approchons de notre objectif. Nous avons d'ores et déjà dépassé les deux mille abonnements militants. Encore quelques centaines et nous en aurons terminé. Reste que l'objectif des 2 500 abonnements est atteignable. La bataille est encore loin d'être gagnée. Chaque semaine de retard alourdit notre budget, renforce nos difficultés à faire paraître le meilleur journal possible.

Au risque de paraître nous répéter, nous lançons ici un nouvel appel. Si le nombre des abonnements remontés ainsi que celui des villes n'ayant pas encore achevé leur campagne prouve que l'objectif des 2 500 abonnements est atteignable, la bataille est encore loin d'être gagnée. Chaque semaine de retard alourdit notre budget, renforce nos difficultés à faire paraître le meilleur journal possible.

Et pourtant ! Sans nous flatter, toutes les lettres reçues à Montreuil témoignent de l'intérêt des lecteurs pour la formule inaugurée voilà presque un an. Comment alors expliquer les lenteurs avec lesquelles se renouvellent, trimestre après trimestre, les campagnes d'abonnement ? Comment expliquer les carences de certaines villes à orchestrer la relance des ventes militantes ? Sans doute par la persistance de bien vieilles et bien mauvaises habitudes.

Ce sont précisément ces vieilles habitudes qu'il nous faut maintenant changer. Il en va de la responsabilité de tous. A chacun et chacune de s'interroger. Conserver un hebdomadaire comme le notre, est-ce un luxe ? Est-ce inutile dans le travail quotidien des militants et sympathisants de la LCR ?

Pour que chacun se sente partie prenante de la défense de *Rouge* nous publierons la semaine prochaine un dossier consacré à la situation de notre hebdomadaire, à ses problèmes financiers et organisationnels.

En attendant, il faut donner un dernier coup de collier. Partout où les objectifs n'ont pas été remplis, il n'est pas de tâche plus urgente que d'accélérer les remontées, d'inciter aux abonnements. Mobilisation de toutes les énergies ! Il n'est pas d'autre voie pour que *Rouge* vive !

A paraître fin octobre

67-87

IL Y A VINGT ANS ERNESTO CHE GUEVARA



Il y a vingt ans : Che Guevara.

Hommage à Che Guevara, le calendrier de *Rouge* est en cours de fabrication. Format 21 x 29,7, une page pour chaque mois, deux couleurs, il sera disponible dès le 15 novembre. Prix de vente : 30 F minimum... et plus pour soutenir *Rouge*.

Passer vos commandes dès maintenant auprès des diffuseurs de *Rouge*.

### UN NOUVEAU-NE : « CHRONIQUES VIETNAMIENNES »

*Chroniques vietnamiennes* : tel est le titre de la nouvelle publication du Groupe trotskyste vietnamien en France (LCR). Dans l'édition du numéro un de la revue, nos camarades resument leur démarche en ces termes : « Le mouvement trotskyste a défendu le mot d'ordre d'indépendance du Vietnam bien avant que le PCF ne s'y rallie dans les années cinquante. Il affirme maintenant que la conquête de l'indépendance et le renversement des anciennes couches privilégiées sont des conditions certes nécessaires mais loin d'être suffisantes pour établir une société plus juste. Les anciennes inégalités ont été remplacées par d'autres, la plupart vivant dans la misère, alors qu'une minorité à tous les privilèges et tous les pouvoirs. Contre cette caricature intitulée par les successeurs de Staline "socialisme réel", nous luttons pour un Vietnam réellement socialiste. »

Au sommaire de *Chroniques vietnamiennes*, on trouve des articles sur le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste et sur la poésie comme moyen d'expression politique au Vietnam, une polemique avec Nguyen Khac Vien, le propagandiste officiel du PCV, et surtout un dossier faisant le point sur les rapports entre Ho Chi Minh et les trotskystes. En exclusivité française, sont d'ailleurs publiées les lettres de Chine du père de l'indépendance vietnamienne ainsi que deux interviews exclusives.

Chaque numéro de la revue coûte quinze francs, l'abonnement revenant à soixante francs sur l'année. Les chèques sont à libeller à l'ordre de PEC et à adresser à *Chroniques vietnamiennes*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

## COURTS... ... METRAGES

### ETUDIANTS CONTRE LA DICTATURE

Il aura fallu sept mille policiers anti-émeute et deux heures de combat pour venir à bout de la résistance des étudiants retranchés depuis le 28 octobre sur les toits de l'université Konkuk en Corée du Sud. L'assaut donné le 1<sup>er</sup> novembre aurait fait 70 blessés parmi les étudiants (certains sont dans un état grave) et 38 chez les policiers. Les 1 200 étudiants arrêtés sont passibles de la peine de mort en vertu de la loi sur la sécurité nationale.

Les étudiants s'étaient réunis pour constituer un Comité des étudiants patriotes destiné à lutter contre la dictature de Chun Doo Hwan et les Etats-Unis qui la soutiennent. Il semble que l'agitation étudiante se soit étendue à d'autres universités, notamment celle du Pusan, dans le sud du pays.

Rappelons que *Rouge* a consacré une double page à la Corée du Sud dans son numéro 1228, daté du 16 octobre dernier.

□ L'Alliance démocratique, qui regroupe la Démocratie chrétienne et une aile du Parti socialiste chilien, a fait savoir qu'elle était prête à entrer dans un gouvernement de transition avec les militaires.



□ A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du Front sandiniste de libération nationale, le Comité de solidarité avec le Nicaragua organise une soirée avec exposition, chansons, bouffe, etc. Samedi 8 novembre à partir de 19 heures au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

### ISRAELIENS HORS-LA-LOI

Le 5 novembre devrait avoir lieu à Bucarest une rencontre entre une délégation israélienne et des personnalités de l'OLP, parmi lesquelles Yasser Arafat et Abou Iyad, numéro deux de l'OLP.

La délégation israélienne serait forte d'une soixantaine de membres, essentiellement juifs sépharades (méditerranéens), proches notamment de la Liste progressiste pour la paix, qui regroupait personnalités israéliennes et palestiniennes lors des dernières législatives qu'a connues Israël.

La Knesset, le Parlement israélien, a voté en juillet dernier une loi interdisant « tout contact avec des organisations terroristes ». Le conseiller juridique du gouvernement de Jérusalem a annoncé qu'il poursuivrait en justice les membres de cette délégation qui ne renonceraient pas à ce voyage.

### OFFRE DU PC PHILIPPIN

Corazon Aquino a qualifié de « pas en avant vers la fin de la guerre civile » l'offre du Parti communiste philippin d'un cessez-le-feu de cent jours à partir du 10 octobre. Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense, artisan de la loi martiale sous Marcos, dénonce cette offre qui permettrait selon lui à la guérilla de regrouper ses forces.

Le ministère de la Justice américain a d'autre part ouvert une enquête pour savoir sur Juan Ponce Enrile s'est livré au détournement des fonds de l'aide américaine sous Marcos. Le gouvernement américain a critiqué le comportement récent d'Enrile face à Aquino.

### MANIF ANTINUCLEAIRE

Deux conseillers territoriaux de l'Union pour la Polynésie française, proche de l'UDF, devaient participer à la manifestation antinucléaire aux côtés des indépendantistes de la Mana Te Nunaa à Tahiti le 3 novembre.

□ Akram Haniyeh, rédacteur en chef d'*El Chaab*, quotidien pro-OLP publié à Jérusalem-Est a été arrêté à Rammallah. Il est visé par un ordre de déportation. Déjà cinq fois assigné à résidence, Akram Haniyeh est une des figures les plus marquantes de la presse palestinienne dans les territoires occupés. *Rouge* s'associe bien entendu à la protestation contre la mesure qui frappe notre confrère.

*Avec la mort de Samora Machel, le régime mozambicain est décapité. Incarnant la continuité de la lutte, les pays occidentaux le dénoncèrent comme un dangereux marxiste avant de le considérer comme un interlocuteur décisif. L'avenir reste sombre pour les treize millions de Mozambicains.*

O liver Tambo, président de l'African National Congress (ANC), et Joe Slovo, dirigeant de ce mouvement et président du PC sud-africain, la fille de Ronald Reagan, Yasser Arafat et Guy Penne — représentant François Mitterrand — se trouvaient parmi les personnalités venues assister aux obsèques de Samora Machel, célébrées le mardi 28 octobre à Maputo. On notait l'absence de chefs d'Etat venus des pays de l'Est et de Fidel Castro, qui avait pourtant par le passé proposé l'aide cubaine contre une

après son indépendance, ne cesse de soulever des interrogations.

Samora Machel faisait partie du groupe qui, en 1963, déclencha la lutte armée contre le colonialisme portugais et présidait aux destinées du pays depuis l'indépendance, le 25 juin 1975. Sa disparition vient donc accroître une situation intérieure que d'aucuns n'hésitent pas à décrire comme catastrophique.

Les raisons d'un tel constat tiennent à la fois aux conditions géopolitiques d'une Afrique australe



Le capital de sympathie obtenu par la continuité de la lutte s'est dégradé, au fil des années.

de son budget (plus de 11 % de son PNB) se voit absorbés par l'effort de guerre. Dans neuf des dix provinces du pays, le FRELIMO doit faire face aux menées de la RNM. Cette dernière fut

trouvait consignées dans l'accord de « non-agression » paraphé par Samora Machel et P. W. Botha, le 16 mars 1984, sur le fleuve Nkomati, non loin d'ailleurs de l'endroit où l'avion

dire, au lendemain de l'accord : « On choisit ses amis, pas ses voisins. » Mais en 1984, le Mozambique était exsangue. Il payait les erreurs du régime et se trouvait en cours de réorienta-

# TERNES LENDEMAINS POUR

guérilla manipulée par l'Afrique du Sud.

Alors que les circonstances dans lesquelles l'avion transportant les dirigeants mozambicains s'est écrasé en Afrique du Sud demeurent troubles, l'avenir du Mozambique, onze ans

où s'étend la main du régime sud-africain et des mouvements qu'il soutient, aux choix faits par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) durant les onze dernières années auxquels il convient d'ajouter les effets des catastrophes climatiques.

## Une paix introuvable

L'agriculture, principale ressource du pays, est ainsi moribonde. La production de maïs, d'agrumes, de manioc, de thé, de noix de cajou ou de canne à sucre — déjà affectée par la baisse des cours mondiaux — n'est commercialisée qu'à 20 % et se trouve totalement désorganisée. Accablée par la sécheresse puis les inondations, elle souffre en outre des erreurs d'orientation des dirigeants du FRELIMO.

Autre pièce maîtresse de l'économie, les voies de communication, tant portuaires que ferroviaires, utilisées par le Mozambique comme par ses voisins du Zimbabwe, sont gravement affectées par les opérations menées par la Résistance nationale du Mozambique (RNM ou Renamo).

Car depuis son indépendance, le Mozambique n'a jamais connu la paix. 42 %

créée par les colons portugais, grâce à l'appui de la Rhodésie de Ian Smith qui y cherchait un moyen d'affaiblir la guérilla de Robert Mugabe appuyée par le Mozambique indépendant. Lorsque le pouvoir changea de mains à Salisbury, devenue Harare dans le Zimbabwe d'après 1980, la RNM dut se chercher un nouveau parrain. Elle le trouva dans le régime sud-africain, son principal tuteur du moment. Mais elle bénéficie aujourd'hui de l'aide de certains pays du golfe Persique comme l'Arabie Saoudite et le sultanat d'Oman.

On débouche sur ce point sur une des différences avec la situation angolaise. Dans ce pays, la guérilla anticommuniste de l'UNITA trouve son ascendance dans une composante du mouvement de résistance aux colons portugais, même si un cordon ombilical la relie elle aussi au pays de l'apartheid. Cette différence lui a permis de se doter d'une influence dépassant sa base ethnique.

L'arrêt du soutien sud-africain à la guérilla de la RNM était la contrepartie, acceptée officiellement par l'Afrique du Sud, pour obtenir la mise en veilleuse des activités de l'ANC organisées à partir du Mozambique. Ces dispositions se

du président mozambicain devait s'écraser.

Le Mozambique observa ses engagements en expulsant dans les quinze jours qui suivirent la majeure partie de la représentation de l'ANC, la réduisant à quelques individus. De son côté, l'Afrique du Sud se garda bien d'observer une attitude aussi scrupuleuse. Des documents saisis au quartier général de la RNM, momentanément occupé par les forces mozambicaines et zimbabwéennes, ont démontré clairement que l'aide de Pretoria ne s'était jamais tarie.

## L'aboutissement de Nkomati

Accords de dupes, trahison ? Le moins que l'on puisse dire c'est que le Mozambique ne tira aucun bénéfice du pacte. L'Angola, qui était dans une posture un peu meilleure sur le plan militaire, signait à son tour un accord avec l'Afrique du Sud, qui portait également les germes d'une Pax Americana.

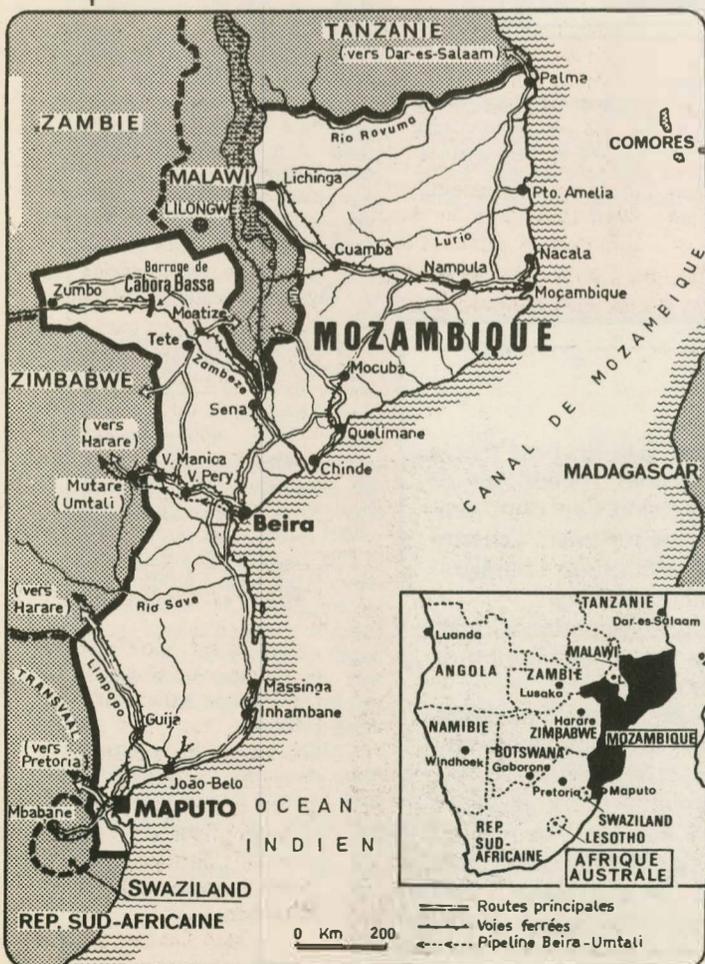
Le Mozambique avait-il une alternative à la mi-mars 1984 ? C'est mal poser la question. Nkomati n'était que l'aboutissement inéluctable des neuf précédentes années. Certes, Samora Machel n'avait pas tort de

tion vers les pays occidentaux.

Le colonialisme portugais s'était bien gardé de développer le pays. On avait assisté à une « croissance sans développement » essentiellement fondée sur les facilités portuaires et ferroviaires ainsi que sur une industrie de substitution des importations des colons. Les caractères de cette colonisation ne permirent pas le développement d'une petite bourgeoisie noire et d'une couche de travailleurs qualifiés autochtones.

Surpris par la Révolution des œillets, le 25 avril 1974, le FRELIMO ne se savait pas si près du pouvoir. Fort d'environ douze mille membres, il se vit contraint après l'indépendance d'en consacrer un tiers à l'appareil d'Etat. Le départ des colons portugais prit en particulier des allures de véritable hémorragie. La population blanche passa ainsi de 230 000 personnes en septembre 1974 (date de la mise sur pied du gouvernement de transition) à 25 000 à la fin de 1985.

Le FRELIMO se retrouva d'emblée hégémonique, sans en passer par une guerre civile semblable à celle que le MPLA connut pour s'imposer à Luanda. Cette prise du pouvoir ne sanctionna pas une montée des luttes sociales — en de-



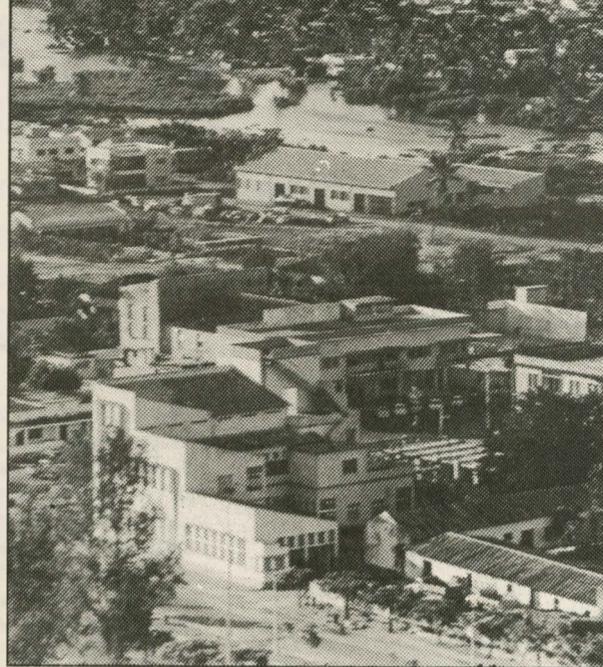
hors d'une grève revendicative des dockers — et intervint sans qu'apparaissent des formes durables d'auto-organisation. Les rapports entre le FRELIMO et les masses mozambicaines s'avèrent de ce fait déterminés par la substitution du parti à l'action populaire. La Constitution exprime parfaitement cette réalité : « *Le pouvoir y appartient aux ouvriers et paysans unis et dirigés par le FRELIMO.* »

### Dégradation progressive

Le consensus et le capital de sympathie obtenus par la continuité de la lutte (« *A luta continua* », « la lutte continue » représente l'un des slogans centraux du FRELIMO) se dégrade au cours des années, du fait de l'autoritarisme et de la bureaucratisme du pouvoir. Les structures de masse existantes furent vidées de leur substance. Les nouvelles servirent surtout de relais à la promotion de la

comme un instrument de défense des intérêts de la classe ouvrière. Lors de sa conférence constitutive, le 31 octobre 1983, Samora Machel déclarait que « *sa tâche n'est pas de faire des revendications* ». Rien d'étonnant qu'une telle structure, constituée par un régime qui dénonce les grèves comme des actions manipulées par l'étranger, n'ait pas rencontré l'adhésion enthousiaste des travailleurs.

Vis-à-vis des populations rurales (80 % de la population totale), les dirigeants du FRELIMO — ou tout du moins son appareil — usèrent de méthodes qui pesèrent lourd dans la désaffection dont ils finirent par être victimes. La terre fut nationalisée au lendemain de l'indépendance. Mais la pratique du regroupement forcé des populations dans des villages communautaires, à partir de 1979, les exactions de soldats mozambicains rançonnant la population pour se nourrir, ont agi comme un repous-



Avec l'actuelle ouverture à l'Ouest, le peuple mozambicain n'est pas au bout de ses souffrances.

pays de l'Est ? Les éléments de comparaison ne manquent pas et une aile du FRELIMO défend une orientation basée sur des liens privilégiés avec l'Union soviétique. Socialement, on retrouve également des phénomènes de

La fusion entre le FRELIMO et l'Etat a également représenté un choix conscient des dirigeants. Constitué en parti unique, le FRELIMO opta, lors de son III<sup>e</sup> Congrès de 1977, pour le marxisme-léninisme et il décréta l'entrée dans la

qu'à plusieurs reprises de véritables purges se déroulèrent au sein de l'appareil.

### Rectifications économiques

De telles dénonciations, dont on peut d'ailleurs trouver des exemples en Europe de l'Est, ont aussi reflété les divisions internes de l'appareil dirigeant. La politique économique et l'attitude par rapport aux pays occidentaux et au marché capitaliste mondial ont notamment donné lieu à des rectifications, au gré des rapports de forces au sein du parti. Le congrès de 1977 avait par exemple tracé une voie inspirée par l'Union soviétique, à l'époque l'un des seuls alliés de Maputo. « *En prenant l'agriculture comme base, l'industrie comme facteur dynamisant et l'édification de l'industrie lourde comme facteur décisif, nous rompons définitivement avec la misère, avec la dépendance, et nous construirons une économie avancée au service du peuple.* »

En plus de la terre, les nationalisations postérieures à l'indépendance touchèrent la petite et la moyenne industrie ainsi que le commerce, les services de santé et l'école. Mais elles ne touchaient pas la grande industrie, les mines, l'énergie ou les plantations possédées directement par des sociétés occidentales ou dépendant techniquement ou commercialement d'elles. Le secteur d'Etat, même s'il parvint à regrouper 50 % des entreprises en 1978, ne pouvait constituer la base d'une indépendance économique ou encore un tremplin vers une rupture avec le marché capitaliste.

Dès 1980, Samora Machel défendit pourtant l'idée d'un rétablissement de la hiérarchie dans le secteur d'Etat et de garanties finan-

cières pour le retour des petits industriels, commerçants et fermiers étrangers. A la même époque fut mise sur pied la Conférence de coordination pour le développement en Afrique australe (SADCC). Il s'agissait de chercher une meilleure intégration économique et une rationalisation des relations des pays de la région face au dangereux voisin sud-africain ainsi qu'à la dépendance vis-à-vis de l'Occident. Deux milliards de francs furent engagés par les pays capitalistes développés sur une vingtaine de projets. Le bilan de la SADCC fut donc la dépendance.

En avril 1983, le IV<sup>e</sup> Congrès devait rectifier la ligne du précédent. Le slogan central était le trypique : « *Défendre la patrie, vaincre le sous-développement et construire le socialisme.* » Mais déjà les gros projets nécessitant un fort investissement se voyaient remis en cause. Malgré le rappel de l'objectif socialiste, l'après-1983 fut marqué par une ouverture croissante à l'Ouest. L'accord de coopération signé en juin 1985 avec le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) manifesta la poursuite des relations avec les pays de l'Est. Mais le Mozambique devait parallèlement adhérer au FMI et à la Banque mondiale. Il devait aussi signer la convention de Lomé III. Et, en 1985, les Etats-Unis débloquaient une aide économique de dix-huit millions de dollars, assortie d'une condition : la réduction de la présence de conseillers venus de l'Est.

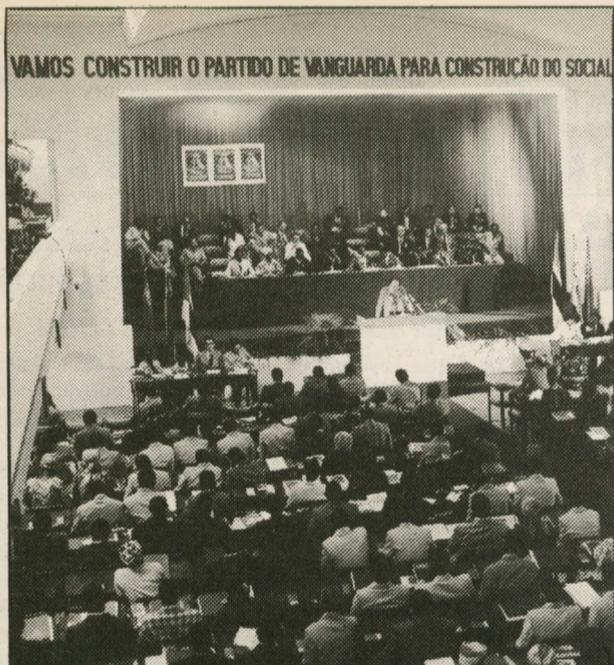
### Ouverture à l'Ouest

Plus de 50 % des échanges commerciaux interviennent à présent avec les pays capitalistes développés, les pays de l'Est n'entrant que pour un quart des fournitures et n'achetant que 15 % des exportations du pays. A ce sombre tableau qui incite au pessimisme, le FRELIMO voit aujourd'hui s'ajouter la disparition d'une clé de voûte de son pouvoir. La succession du « *camarade président* » pourrait bien mettre en lumière les divisions existantes.

Le peuple mozambicain n'est pas au bout de ses souffrances, d'autant que l'Afrique du Sud guette l'opportunité de prendre sa revanche, après les coups qu'ont représenté pour elle l'effondrement de l'empire colonial portugais et la chute du pouvoir blanc en Rhodésie.

Jean-Jacques Laredo

# LE MOZAMBIQUE



Le marxisme-léninisme du FRELIMO s'accompagne de sa « nomenklatura » et de la pénurie pour la population.

ligne du parti. Les Groupes dynamisateurs, apparus lors de la formation du gouvernement de transition, perdirent justement leur dynamisme, adoptant comme mot d'ordre : « *Unité, vigilance, travail* ».

Il fallut attendre le IV<sup>e</sup> Congrès du FRELIMO, en avril 1983 — celui qui décida une réorientation économique — pour que soit adopté le lancement de l'Organisation des travailleurs du Mozambique (OTM). Mais ce « syndicat socialiste » n'était pas conçu

La RNM se comporte bestialement, en appliquant une politique de terreur dans les régions où elle opère. Aussi, près de trois cent mille personnes ont fui les zones de combat, franchissant la frontière, pour connaître la misère de l'apartheid. Un tel exode, quand on sait ce que signifie une telle solution, en dit long sur le désespoir d'une population ballotée dans la guerre.

Est-ce à dire que le FRELIMO n'est qu'un parti calqué sur le modèle des

« nomenklatura » avec son cortège de privilèges pour les responsables du parti, ses magasins réservés, la pénurie pour la population et la corruption à grande échelle.

### Parti unique, Etat-parti

Mais la situation et l'histoire du Mozambique, le degré de conscience des masses, leur niveau culturel et l'absence de la qualification imposées par le Portugal ont été les facteurs déterminants. Le FRELIMO a bien engagé des campagnes en direction de la population, notamment lorsqu'il décida d'ouvrir ses portes en doublant ses effectifs selon une modalité originale : « *l'élection du parti* ». Ces nouveaux candidats se voyaient présentés à la population dans des meetings, afin d'empêcher que d'anciens collaborateurs des Portugais et autres « éléments troubles » n'en profitent. Cependant, si le code d'intégration présentait ainsi un caractère positif, il n'était pas assorti de dispositions permettant réellement au peuple d'avoir un droit de regard sur les discussions d'un parti dont elle désignait les membres, ou sur les orientations appliquées dans le pays.

phase de « *démocratie populaire* ». Si le régime choisi pour le parti était le « centralisme démocratique », il était aussi la règle imposée aux Assemblées du peuple, définies comme les « *organismes supérieurs du pouvoir d'Etat à chaque échelon* ».

Samora Machel a su préserver une partie de sa popularité en se permettant de critiquer et de dénoncer publiquement des comportements bureaucratiques et parasitaires, y compris chez les ministres. C'est ainsi qu'en 1978, le ministre de l'Agriculture fut limogé, et

Les exactions de la guérilla liée à Pretoria sont dans la droite ligne des massacres opérés par le colonialisme portugais.



# LES DESSOUS D'UN RETRAIT

General Motors se retire d'Afrique du Sud. Les ouvriers de ses usines sont en grève pour obtenir des garanties. Le désinvestissement occidental se poursuit et pose la question du rôle de la mobilisation anti-apartheid en Afrique du Sud et de la solidarité avec elle.

Le 20 octobre dernier, le géant de l'automobile, General Motors, annonce sa décision de se retirer d'Afrique du Sud, à l'instar d'autres compagnies américaines, comme IBM, Coca-Cola, ou Warner Communications.

« La majeure partie de nos soucis financiers provient de l'existence même de l'apartheid. »

Le président de la compagnie, Roger B. Smith, s'en est expliqué dans un article reproduit dans l'In-

ternational Herald Tribune des 1<sup>er</sup> et 2 novembre.

En bon capitaliste, R. Smith justifie crûment la fin d'une présence vieille de soixante ans : « Le problème de base est le fait que nos opérations sud-africaines étaient déficitaires depuis plusieurs années. Il est clair que la majeure partie de nos soucis financiers provient de l'existence même de l'apartheid (...). Plus vite son gouvernement ouvrira le pays [l'Afrique du Sud. NDLR.] à toute sa population, plus vite les hommes d'affaires voudront y réinvestir. » A l'encontre de ceux qui le jugeraient irréaliste, ces retraits attestent tout d'abord que le désinvestissement est un objectif possible. Les conditions de ce retrait soulèvent ensuite la question du rôle que doit jouer dans les métropoles impérialistes la mobilisation anti-apartheid, et posent concrètement

celle des conséquences pour les travailleurs noirs sud-africains.

Le débat va se poser en France, notamment vis-à-vis de la CFP-Total, visée par une campagne qui sera lancée à la mi-novembre à l'initiative du Mouvement anti-apartheid. Est-il possible d'orienter dans le sens le plus favorable aux opprimés d'Afrique du Sud le désinvestissement des compagnies occidentales ? La réponse est à l'évidence liée à la force de la pression qui peut s'exercer sur ces compagnies, sur place et dans leur pays d'origine.

La combinaison de l'action des syndicats, des consommateurs et de l'opinion publique peut, seule, éviter que l'unique paramètre du choix soit, pour un capitaliste donné, son taux de profit en Afrique du Sud. Il faut aussi que le prix

politique de ce profit lui devienne insoutenable en Occident.

Le congrès de fondation du COSATU adoptait une résolution sur la question du désinvestissement en trois points : « Ce congrès : 1. Juge que toutes les formes de pression internationale sur le gouvernement sud-africain — y compris le désinvestissement — constituent une forme essentielle et efficace de pression sur le régime sud-africain et ont notre soutien ; 2. Juge, au-delà, que si ce gouvernement demeure intransigeant dans ses pratiques racistes, antidémocratiques et anti-ouvrières, alors cette pression devra s'accroître comme acte de solidarité avec notre lutte pour nous libérer de l'exploitation et de l'oppression ; 3. Nous engage à assurer que la richesse sociale de l'Afrique du Sud demeure la propriété

du peuple d'Afrique du Sud au profit de tous et au-delà, faisons nôtre le principe de la solidarité concrète de la classe ouvrière internationale comme la plus puissante forme de solidarité concrète avec notre lutte. »

Ce souci de l'après-désinvestissement est illustré par la grève qui paralyse actuellement la production dans les usines de la General Motors, notamment à Port-Elizabeth, bastion de l'industrie automobile en Afrique du Sud. Le syndicat national des travailleurs de l'automobile (NAAWU) veut ainsi contraindre la direction à satisfaire un certain nombre de revendications comme l'absence de licenciements et deux sièges dans le futur conseil d'administration. Ce sera un premier test, presque un an après la fondation du COSATU.

Jean-Jacques Laredo



## MOBILISATIONS DU 6 NOVEMBRE

# LEÇON DE CHOSES

Presque partout en France, les manifestations organisées contre la venue de Botha se dérouleront dans la division. Les tractations auxquelles elles ont donné lieu méritent qu'on s'y arrête.

Une fois de plus, la division fait des ravages. Les fonctionnaires en firent les frais le 21 octobre. Et le 6 novembre, c'est le peuple noir d'Afrique du Sud qui en subira les conséquences. Le dictateur Botha, en visite dans l'Hexagone, peut se frotter les mains. A Paris et dans de nombreuses villes de province, il sera accueilli par des manifestations éparpillées.

Ce spectacle lamentable va se dérouler alors qu'il existe un accord général de tous pour lutter contre l'apartheid. Les faits méritent donc d'être connus. Dès l'annonce de la venue de Botha, le Mouvement anti-apartheid prit contact avec toutes les organisations pour envisager une manifestation commune. Au même moment, la direction de la CGT, aussitôt rejointe par celle du PCF, décidait de façon unilatérale d'organiser une démonstration de rue le 6 novembre. Aucun

contact préalable ne fut pris avec quiconque, notamment avec les associations investies dans le travail de solidarité.

La direction du MAA prit immédiatement langue avec la CGT afin de discuter des possibilités d'élargissement et de coorganisation de cette manifestation. Le refus de la direction de la CGT fut net : « Vous pouvez venir à notre manifestation avec vos banderoles mais derrière la CGT qui reste la seule responsable de l'initiative. » Entre temps, une dizaine de formations regroupées par le MAA décidaient une dernière tentative, envoyant une délégation unitaire au siège de la CGT, mandatée par le PS, le MRAP, la JOC, le PSU, etc. La réponse fut identique.

Au cours des réunions unitaires qui suivirent, on put s'apercevoir des dégâts de ce sectarisme. Certaines organisations, bien que

n'ayant pas toujours été en pointe sur l'Afrique du Sud, ne sont en effet pas mécontentes de pouvoir isoler la CGT. Elles en profitèrent pour en rajouter. Pour la LCR, il convenait dès lors de refuser les exclusives de la CGT tout en s'efforçant d'imposer l'unité et de répondre aux sentiments de la plupart des antiracistes. Dans cet esprit, la LCR, le PSU et le MAA proposèrent de favoriser au moins la convergence des deux cortèges place de la Bastille. Cette proposition, acceptée par la délégation du PS, fut rejetée à notre grand étonnement par SOS-Racisme et, par la suite, par la CFDT et la FEN. Une fois de plus, les politiques de division s'alimentaient mutuellement. Il ne restait plus à la LCR qu'à choisir le seul cadre de coorganisation ouvert à toutes les forces.

Par ce choix, il ne s'agit pas pour nous de donner un quelconque blanc-seing à une social-démocratie trop

contente de partager en deux le mouvement ouvrier. Le poids et l'activité de la CGT et du PCF dans la campagne anti-apartheid ne sont pas contestables. Mais, quelles que soient les arrière-pensées des uns et des autres, nous entendons mener le combat unitaire sur de bonnes bases, en refusant de cautionner ceux qui jettent des exclusives et n'envisagent l'unité d'action que comme un ralliement. Par leur politique sectaire, les directions de la CGT et du PCF offrent des possibilités inespérées à ceux qui, dans la CFDT ou le PS, ne rêvent que de les isoler.

Cette situation risque malheureusement de se reproduire systématiquement. La leçon est donc claire. Aux militants unitaires d'intervenir pour arrêter la division et, sans choisir telle ou telle boutique, pour servir les intérêts de la mobilisation.

Raphaël Duffleaux

VIENT DE PARAÎTRE

DU SUD

AFRIQUE



POUVOIR BLANC  
REVOLTE NOIRE

Dossier ROUGE N° 19 10 F  
4<sup>e</sup> trimestre 1986

LCR

THATCHER

# SON SALUT PAR LA GUERRE ?

*Rupture des relations avec Damas, épreuve de force avec Buenos-Aires : derrière ces faits se profile l'inquiétude des conservateurs. Les élections sont prévues dans dix-huit mois et leur cote est au plus bas.*

Il existe au moins un homme d'Etat en Europe. On le pressentait. On en est moins sûr désormais. Il s'appelle Margaret Thatcher. » Seule sans doute la sensibilité des lecteurs du Figaro empêche Patrick Wasjman d'exprimer plus crûment et plus anatomiquement son admiration devant la virile politique du Premier ministre britannique.

Ce billet, paru le 31 octobre dernier, célèbre la rupture décidée par Thatcher des relations diplomatiques entre Londres et Damas, suivant de quelques heures le jugement rendu par le tribunal d'Old Bailey qui condamnait Nezar Hindawi à quarante-cinq ans de prison pour la tentative d'attentat contre un avion d'El Al à l'aéroport de Londres. Dans cette affaire, le gouvernement britannique avance un certain nombre de faits établissant les

connexions syriennes de Hondawi. Mais trancher dans le vif n'a pas été sans provoquer de divisions au sein du Foreign Office.

Une partie des responsables de la diplomatie britannique, plutôt pro-arabes, soulignent les conséquences, néfastes selon eux, d'une décision extrémiste : plus question de prétendre dès lors jouer un rôle au Proche-Orient en s'étant fait un ennemi de la Syrie. Les trois otages britanniques détenus au Liban pourraient alors en subir les conséquences.

Thatcher ne les a pas suivis. En préférant mettre haut la barre — l'ambassadeur syrien a eu une semaine pour boucler ses valises —, le Premier ministre britannique a voulu tirer le bénéfice d'une politique de fermeté.

Les pays membres de la CEE n'ont pas imité Thatcher qui souhaitait voir ses alliés occidentaux se joindre à des représailles diplomatiques contre Damas. Et plus grave aux yeux de celle-ci, la France a même fait décerner par Pasqua un certificat de bonne conduite au régime syrien.

Si les Etats-Unis ont rendu hommage à l'hôte du 10 Downing Street, ils ne sont pas allés plus loin que l'annonce de la suppression des subventions spéciales aux ventes de céréales à la Syrie, et Thatcher a dû méditer sur l'ingratitude de Reagan qu'elle avait résolument soutenu lors du raid sur Tripoli en avril dernier. Londres, qui avait mené l'opposition à des sanctions européennes contre l'Afrique du Sud, n'a pas réussi à forcer la main à ses partenaires.

Mais le geste de la Dame de fer avait pour le moins un usage interne, confirmé par la position adoptée concernant les Malouines, où Londres se déclare prêt au recours des armes pour défendre l'extension de ses eaux territoriales autour de l'archipel.

Les prochaines élections générales sont prévues dans dix-huit mois. Pour Marga-

ret Thatcher, il n'est pas trop tôt pour entreprendre de refaire le retard qui s'est creusé, à son désavantage vis-à-vis des travaillistes. Après avoir savouré ses victoires aux dépens de la classe ouvrière, dénationalisé à tours de bras, démantelé les bastions municipaux du Parti travailliste, elle paye un chômage qui ne s'est pas résorbé (plus de trois millions de sans-emploi), une politique monétariste qui soulève des critiques jusque dans la Chambre des Lords devant les perspectives de stagnation économique.

Dans de telles conditions, Thatcher veut reproduire « l'effet Malouines » dont elle avait électoralement largement tiré parti en 1983. Les réflexes chauvins et racistes dont les médias britanniques s'étaient fait le relais avaient permis aux conservateurs de dépasser le record de sièges des travail-



Un seul objectif : le 10, Downing Street.

listes en 1945, avec 377 élus au soir du 9 juin 1983 contre 209 au Labour Party et 44 divers. On retrouve ces mécanismes avec les « unes » de plusieurs quotidiens du Royaume-Uni titrant : « *Dehors les porcs syriens !* » Cette fois, la Première Britannique risque d'avoir plus de mal à trouver le salut dans l'Atlanti-

que-sud ou au Proche-Orient. Son seul espoir serait que la direction travailliste continue à pratiquer la politique veule qui a permis les victoires de la Dame de fer. A ce jeu-là, les capitalistes ont toujours montré qu'ils préféreraient si possible avoir la droite aux affaires.

Philippe Roche

## MALOUINES

# HISTOIRE D'EAUX

*Thatcher remet ça. En élargissant sa zone de pêche autour de l'archipel des Malouines, le Premier ministre britannique se livre à une provocation contre l'Argentine. Raison de plus de rappeler que les Malouines sont argentines !*

Un peu plus de quatre ans après le conflit militaire qui avait mis aux prises l'Argentine et la Grande-Bretagne, voilà que l'on reparle des îles Malouines. Deux mois d'une âpre bataille navale — quatre cents morts lorsque le croiseur argentin *General Belgrano* fut coulé par un sous-marin nucléaire britannique — et aérienne — deux intercepteurs britanniques *Sea Harrier* abattus ainsi que le coulage par l'aviation argentine du destroyer *Sheffield* — se concluaient à l'avantage de la Grande-Bretagne en juin 1982.

La junte militaire de Galtieri n'a pas survécu à la défaite, mais la revendication de la souveraineté argentine sur l'archipel de l'Atlantique-Sud, largement partagée, n'a pas disparu avec l'avènement du régime civil de Raul Alfonsín.

En annonçant l'instauration, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987, d'une zone d'exclusion maritime de cent cinquante miles autour de l'archipel, Londres a fait rebondir l'affaire. Pour le gouvernement britannique, il s'agit officiellement de mettre un terme à ce qu'il

considère comme un pillage d'eaux particulièrement poissonneuses mais où plusieurs espèces seraient menacées de disparition.

Thatcher, que l'on ne savait pas si férue d'écologie, vise avant tout les bateaux de pêche soviétiques, bulgares, sud-coréens et japonais qui opèrent dans la région, le Foreign Office rappelle même le « droit » de la couronne britannique à porter à deux cents miles la zone d'exclusion. Prétention que Buenos Aires dénonce comme une volonté de remettre en question les recommandations faites par l'ONU lors du cessez-le-feu.

La Grande-Bretagne s'est déclarée prête à « recourir à la force armée » pour faire respecter la zone de pêche. Buenos Aires, de son côté, affirme vouloir faire valoir « ses droits légitimes tant dans la zone des Malouines que devant les instances internationales ».

Les forces aériennes argentines ont été mises en état d'alerte et patrouillent le long du littoral. Londres a dépêché deux bateaux pour protéger la zone de pêche concernée. Les travaux d'aménagement effectués sur l'aéroport de

Port-Stanley permettent à présent aux Britanniques de mettre en place un pont aérien pour renforcer leurs positions.

Si le conflit militaire n'a pas encore basculé vers la confrontation militaire, les déclarations belliqueuses du gouvernement Thatcher ne sont pas de pure rhétorique. Thatcher l'a démontré en 1982 en envoyant la Royal Navy à 20 000 kilomètres des côtes anglaises avec la complicité des directions réformatrices du Labour Party et du TUC et le soutien des autres puissances impérialistes.

Si la nature dictatoriale du régime que subissait l'Argentine en 1982 avait soulevé un débat parmi les opposants à l'opération britannique, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le conflit oppose clairement l'une des principales puissances impérialistes à un pays dont l'économie reste dominée. Plus que jamais, l'opposition aux provocations belliqueuses de Thatcher doit se faire entendre, comme le mouvement antiguerre britannique et la gauche du Labour l'avaient fait en 1982.

Philippe Roche

PROCES DE HIENGHENE:  
LA CHASSE AU KANAK EST OUVERTE!

LOI PONS  
VE CONGRES DU FLNKS

OCTOBRE 1986 10 F.

KANAKY

association information et soutien aux droits du peuple kanak

### Au sommaire

Sont traités : la loi Pons, le congrès du mois d'août du FLNKS, la question du développement économique, l'extrémisme de droite en Nouvelle-Calédonie, etc.

En vente à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris ou à l'AISDPK, 15, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

*Quelques géants mondiaux dominant la diffusion de l'information. Comme par hasard, tous se trouvent au centre du monde capitaliste. Dans ce domaine aussi s'exprime la subordination du tiers monde.*

**S**ept heures. L'heure de tourner le bouton de la radio, les titres de l'actualité défilent dans un ordre précis. 7 h 30. Une autre fréquence, les mêmes titres ou presque. Le ton de la journée est donné. Ce soir, à 20 heures, sur le petit écran, les nouvelles, à peu de choses près, s'ordonneront de la même façon. Tous les jours, c'est la même rengaine et, sauf exception, les journaux affichent la même une.

Le monde de la presse ressemble à un serpent qui se mord la queue. Le premier réflexe matinal d'un

journaliste moyen est de s'informer de ce qu'ont fait les confrères. Les responsables des rédactions aiment à dire qu'ils apprécient l'originalité, ils saluent tel ou tel aventurier qui a conduit une enquête difficile, mais le plus beau reportage ne les fera jamais déroger à ce qu'ils croient être une règle sacro-sainte : la loi de la proximité.

Un journal, c'est d'abord une entreprise, il vend. Et il vend bien sur la base de ce qui est le plus facile à placer : le loisir sportif, le sen-

dent qui a fait trois blessés à Paris supplante à la une un cataclysme qui a le malheur d'être exotique. C'est au nom de cette loi que l'auditeur s'entend répéter la dernière petite phrase des politiciens en vue mais ignore le cours d'une révolution en Amérique latine. Et il faut vraiment que l'actualité soit creuse, comme disent les professionnels, pour qu'un sujet international fasse l'objet d'un titre.

gazette à moindres frais. Elles se sont ensuite développées au rythme de l'expansion coloniale.



L'agence France-Presse, un relais de la domination française sur une partie du tiers monde.

Leur seule logique est

quement. Les autres doivent attendre les catastrophes pour découvrir le « look » du grand reporter. Plus de 60 % des correspondants des quatre agences sont en poste aux Etats-Unis et en Europe. Ils sont 4 % en Afrique et en Océanie. L'Asie, l'Amérique latine, le Moyen-Orient se partagent le reste.

Un tel déséquilibre ne joue pas seulement sur la quantité d'information. Il influe aussi sur la façon de traiter les sujets. Il y a quelques années, à l'occasion d'une conférence des ministres des Affaires étrangères du continent américain, un institut mexicain a calculé que la couverture informative assurée par AP avait été consacrée à 73 % aux propos de Kissinger. Son homologue mexicain, pourtant hôte de la réunion, n'avait eu droit, lui, qu'à 2 %. A la lecture de leurs journaux, essentiellement nourris par AP, les Mexicains avaient l'impression que leur ministre ne se fatiguait pas beaucoup.

### Forme de colonisation

Cette colonisation de l'information, la plupart des pays dominés l'ont dénoncée au moment des guerres de libération. Mais la somme des capitaux nécessaires à la création d'une agence se révèle faramineuse. Seul un Etat peut se lancer dans pareille aventure. Parmi les agences qui ont vu le jour ces vingt dernières années, 70 % sont directement subventionnées par le pays qui les abrite. Ce qui les fait ressembler à des officines gouvernementales.

De toute façon, il ne suffit pas qu'une agence soit indépendante des pouvoirs publics pour qu'au bout de la chaîne le lecteur ou l'auditeur y trouve son compte. Rares sont les journalistes qui n'appartiennent pas à

l'establishment et peuvent échapper à la fascination qu'exercent les médias occidentaux.

Voici déjà dix ans, l'UNESCO s'était donné pour mission de lutter contre ces formes de domination. Elle n'en a pas eu les moyens. L'aide à l'information représente moins de 1 % de l'aide aux pays en voie de développement, déjà bien maigrelette. Les pays non alignés qui, à la même époque et pour faire échec aux quatre transnationales, voulurent se regrouper, n'eurent guère plus de succès. Le « pool » rassemble aujourd'hui près de quatre-vingt-dix agences nationales, la moitié seulement étant en mesure d'entretenir un service régulier. En outre, il a bien du mal à résister aux luttes d'influence et d'intérêt auxquelles les Etats membres se livrent par journalistes interposés.

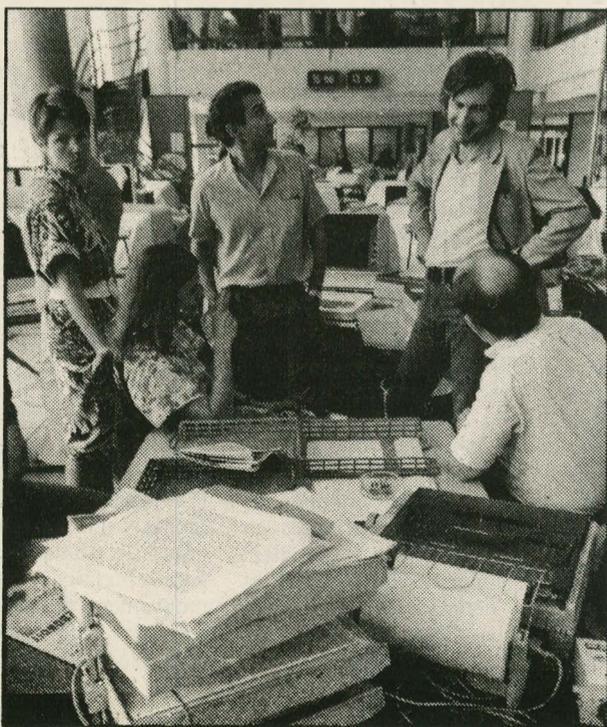
Un semi-échec donc, qui a conduit certains pays à préférer les regroupements régionaux. C'est ainsi que la Fédération des agences de presse a vu le jour, suivie, en octobre 1983, de l'Action des systèmes d'information nationaux (ASIN) en Amérique latine. Les deux groupes ont passé un accord pour échanger leurs informations sans avoir à passer par les grandes agences. Mais là encore, les conflits économiques et politiques grippent les rouages. Au sein de l'ASIN, qui prétend améliorer la communication entre les Etats, la cohabitation du Nicaragua et du Honduras ne peut qu'être explosive.

En attendant, l'Américaine Associated Press continue de déverser ses torrents de dépêches sur le « sous-continent ». Et l'instauration d'un « nouvel ordre de l'information », que l'UNESCO préconise depuis dix ans, reste un slogan.

Flora Chénétier

# L'INFORMATION KIDNAPPÉE

La seule logique est commerciale. Le client est avant tout un Occidental.



journaliste moyen est de s'informer de ce qu'ont fait les confrères. Les responsables des rédactions aiment à dire qu'ils apprécient l'originalité, ils saluent tel ou tel aventurier qui a conduit une enquête difficile, mais le plus beau reportage ne les fera jamais déroger à ce qu'ils croient être une règle sacro-sainte : la loi de la proximité.

C'est au nom de cette prétendue loi qu'un acci-

sionnel, la détente, pour « les masses » ; l'information économique et politique pour les « décideurs ». Dans ce contexte, les pays les plus pauvres, les secteurs les plus défavorisés de la population n'ont pas à être pris en compte. Rentabilité oblige, très peu de patrons de presse ont intérêt à maintenir un réseau de correspondants autour de la planète. Ils puisent donc à une source commune et se réfèrent aux dépêches des agences de presse internationales.

### Quatre monstres

Quatre monstres trustent le marché : Associated Press, Reuter, UPI et l'Agence France-Presse. Selon une étude de l'UNESCO, 80 % des informations publiées dans les grands quotidiens et médias occidentaux proviennent de ces agences. Les 20 % restants émanent soit de plus petites agences, soit — parce que les miracles se produisent parfois — des enquêteurs et reporters des rédactions.

Les quatre pieuvres sont nées au siècle dernier, à l'initiative d'un ou plusieurs affairistes de la presse qui cherchaient à rédiger leur

commerciale. Une information n'est rentable que si le client l'apprécie. Or, le client est avant tout occidental. A eux seuls, l'Europe et les Etats-Unis font paraître deux fois plus de quotidiens que le reste de la planète. Et les pays en voie de développement qui représentent près de 80 % de la population mondiale ne participent qu'à 10 % à la consommation totale de papier. Aucun média n'échappe à ce déséquilibre, pas même la radio, pourtant réputée bon marché. On compte plus de trois postes par habitant aux Etats-Unis contre un pour quinze en Afrique.

### Leurs mauvais clients

Pour les agences, les pays du tiers monde sont donc de mauvais clients. Résultat : 5 % seulement des dépêches diffusées par les agences de presse les concernent. Un pays dominé, pour avoir l'honneur de voir s'ouvrir chez lui un bureau de l'AFP ou d'AP, doit satisfaire deux conditions. D'abord, il lui faut offrir un marché local suffisamment volumineux, et ensuite se situer dans une région attractive économi-



Deux phénomènes à l'œuvre aujourd'hui et intimement liés incitent à la réouverture du dossier sur le travail de nuit. Premièrement, le nombre de travailleurs — et singulièrement de travailleuses — concernés a connu une augmentation substantielle, selon les données les plus récentes. Cette question ne saurait être ignorée dans les débats introduits sur l'utilisation capitaliste des nouvelles technologies, l'aménagement du temps de travail et ses effets sur les conditions de vie des travailleurs. Et deuxièmement, les mois qui viennent, sinon les semaines, pourraient bien annoncer la fin de la réglementation spécifique interdisant le travail de nuit aux femmes.

Certes, de multiples dérogations insérées depuis nombre d'années dans les textes ont déjà largement ouvert la possibilité d'embauche des femmes pour les travaux nocturnes. Mais les assouplissements introduits dans la législation en 1982 pour favoriser

la « flexibilité » et, plus récemment encore, le contenu de l'accord national sur l'aménagement du temps de travail dans la métallurgie révèlent une volonté de déréglementation et d'extension du travail de nuit aux femmes dans des proportions bien plus importantes que jusqu'alors.

L'abrogation de la convention internationale n° 89 qui porte interdiction du travail de nuit des femmes est à l'ordre du jour du Bureau international du travail pour ce mois de novembre, relayée ici par une ordonnance gouvernementale en préparation.

Apprécier aujourd'hui la réalité du travail de nuit et les enjeux des projets d'extension et de féminisation paraît donc nécessaire. Dans ce cadre, la question du travail féminin se trouve au cœur des évolutions en cours, posée dans toutes ses dimensions. A ce titre, elle doit faire partie intégrante de la réflexion.

Danielle Lacoste

# Au travail, autour de minuit

*Le travail de nuit n'est plus l'affaire d'une minorité. D'autant que sa progression est considérable, surtout pour les femmes. Pour ou contre ? Le débat est souvent confus. S'opposer, ici encore, au réalisme patronal demande de ne pas se fourvoyer dans des arguments paternalistes, considérant que la place de la femme est d'abord au foyer.*

**L**a phase durant laquelle le travail de nuit — principalement le travail posté — a connu une stagnation s'est avérée de courte durée : de 1974 à 1977. Depuis, les projets patronaux de flexibilisation du temps de travail se sont soldés d'ores et déjà par une augmentation notable de la forme la moins « humaine », la plus rigide du temps de travail salarié.

Des statistiques émanant du ministère du Travail, à l'issue de l'enquête nationale sur les conditions de travail, il ressort que 2 347 000 salariés travaillaient au moins occasionnellement de nuit en 1984. Par rapport à l'enquête précédente effectuée en 1977, la progression est indéniable, autour de 10 %<sup>1</sup>. Encore faut-il préciser que ce chiffre est lui-même en deçà de la réalité du travail de nuit : en effet, la définition adoptée pour l'enquête n'englobe que la plage horaire minuit-5 heures, contrairement au Code du travail qui interdit le

travail de nuit des femmes pour la période comprise entre 22 heures et 5 heures du matin. Il n'y est tenu compte que de l'heure de début du travail, ce qui exclut les salariés travaillant « de jour » mais finissant à 22 heures ou plus.

Selon certains<sup>2</sup>, il faudrait multiplier ce chiffre par deux pour connaître le nombre de personnes soumises, occasionnellement ou pas, au travail de nuit.

La progression du travail de nuit s'apprécie autour de trois constats :

## 1. Le nombre de travailleurs concernés est en progression.

Pour la catégorie ouvrière, on passe ainsi de 14 à 16 % de travailleurs entre 1977 et 1984. Cette progression est essentiellement le fait des femmes<sup>3</sup> et surtout dans la catégorie ouvrière — ce qui tend à accréditer la thèse, selon laquelle le patronat de l'industrie « anticipe » les réglementations à venir (comme cela s'est déjà vu à propos de la flexibilité des heures de travail)

et interprète ou contourne la réglementation actuelle. Ce qui n'est somme toute pas difficile.

## 2. Le nombre de nuits travaillées a augmenté.

Ainsi les salariés déclarant plus de cent nuits travaillées par an (soit plus de deux nuits par semaine, si l'on excepte les jours

**De 1977 à 1984, la progression du travail de nuit a été de 10 %.**

de congés) étaient à peine 1,9 % en 1978. Ils sont 3,2 % en 1984.

Ces travailleurs de nuit non occasionnels se trouvent essentiellement parmi les employés de la fonction publique (7 % de l'ensemble), puis chez les personnels de service (4,6 %). Parmi les ouvriers, ils sont 4,3 % des ouvriers qualifiés, et 3,5 % de non qualifiés. Ces contingents sont essentiellement mas-

culins. Par contre, dans les professions intermédiaires de la santé, de l'enseignement et de la fonction publique 3,5 % des femmes salariées travaillent plus de cent nuits par an (contre 2,4 % des hommes) : il s'agit notamment des personnels des hôpitaux.

## 3. La proportion des travailleurs postés travaillant de nuit a augmenté.

Si les autres catégories de salariés de nuit restent, en proportion, sensiblement équivalentes entre 1978 et 1984, l'augmentation du pourcentage de salariés travaillant en équipes et faisant plus de cent nuits par an est impressionnante : de 4 % à 10 % parmi ceux en trois équipes ou plus.

De ces trois constats, il ressort que la progression du travail de nuit vient du travail de nuit posté, cumulée au travail de nuit des femmes. Pour qui se soucie de l'évolution des conditions de travail, il y a là matière à réflexion sur les effets des nouvelles technologies, dès lors que

que celles-ci sont utilisées et contrôlées par le patronat<sup>4</sup>.

Le critère de rentabilité — par l'accroissement de la durée d'utilisation des équipements — est le credo qui, sur le papier des accords d'entreprise comme dans la vie des salariés concernés, induit travail en équipes, travail du week-end, incitation au travail à temps partiel. La « flexibilité », mot aux multiples sens utilisé par la bourgeoisie comme miroir aux alouettes, recouvre une adaptation forcée des individus, une rigidité accrue du temps travaillé. Le travail de nuit en est d'une certaine manière la forme la plus achevée, en supposant l'adaptation au temps continu de la machine. Alors que le temps humain, social, est, lui, discontinu et hétérogène.

La raison essentielle du recours accru au travail de nuit réside dans la volonté patronale d'allonger la durée d'utilisation d'équipements coûteux et à obsolescence parfois rapide. Dans l'industrie, le critère de compétitivité est mis en avant quand



Dans les professions intermédiaires, 3,5 % des femmes salariées travaillent plus de 100 nuits par an, contre 2,4 % des hommes.

dans les services les « contraintes de disponibilité » sont invoquées. Pour les travailleurs récalcitrants, la pression et le chantage au chômage finissent d'emporter sinon la conviction, du moins l'acceptation forcée.

La phase actuelle de l'automatisation, tout en permettant une

de nuit, elle se trouve à un carrefour. Connaissant le taux de chômage le plus élevé, ayant « testé », avant la généralisation en cours, toutes les formes d'emploi précaire, et aujourd'hui première concernée par les projets d'extension du travail de nuit, bien au-delà des secteurs où sa présence de nuit est traditionnelle dans des métiers prolongeant les fonctions familiales et reposant sur un supposé « dévouement ».

Ce projet de féminisation du travail de nuit vaut en premier lieu pour l'industrie, mais également pour le tertiaire, où la rentabilisation d'équipements nouveaux en informatique et bureautique est du point de vue patronal synonyme de restructurations, de licenciements des uns et d'adaptation à de nouveaux horaires de travail des autres.

Dans les banques, par exemple, l'apparition du travail posté fut la conséquence directe de l'introduction du traitement informatisé dans les années soixante-dix.

La volonté patronale de féminiser le travail de nuit n'est pas

amélioration réelle des conditions de travail (élimination de tâches pénibles et limitation des nuisances et des efforts physiques à fournir), induit ainsi une dégradation des conditions de vie par extension du travail de nuit et du travail du week-end. Dans ce processus, la main-d'œuvre féminine est en première ligne. Jusqu'ici plus ou moins « épargnée » par le travail

**Le travail de nuit est une adaptation forcenée des individus, une rigidité accrue du temps de travail.**

<b>Progression du travail de nuit entre 1978 et 1984</b>				
Catégories socio-professionnelles	Pourcentage de travailleurs de nuit au moins occasionnels			
	en 1978		en 1984	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Cadres moyens	11,0 %	7,9 %	11,7 %	10,7 %
Employés	10,9 %	1,1 %	9,1 %	1,1 %
Ouvriers	18,3 %	1,5 %	19,5 %	2,2 %
Person. de service	31,2 %	12,0 %	36,1 %	10,6 %
Moyenne	17,2 %	4,6 %	19,1 %	5,5 %

Source : enquête nationale sur les conditions de travail. Dossier *Statistiques du travail et de l'emploi* n° 7, novembre 1985.

chose nouvelle. En son temps, le patronat du textile réclamait des mesures le dispensant d'appliquer la législation en la matière. Mais les arguments se sont affinés et le CNPF a découvert une nouvelle fibre « féministe ». Il a été doublé récemment, il faut bien le dire, par Philippe Séguin qui n'hésite pas à déclarer que la réglementation très « restrictive » instituée dans « une optique de protection des femmes et de leur fonction sociale traditionnelle », sous « l'influence de syndicats essentiellement masculins » ne correspond plus aux « priorités actuelles des femmes actives, c'est-à-dire le droit à l'emploi et à l'égalité professionnelle ». On croit rêver ! Mais il suffit de lire le récent projet de loi sur la famille à titre d'exemple, pour avoir une idée juste du « féminisme » gouvernemental...

Si la ficelle est grossière, l'argument mis en avant met le doigt sur une difficulté. La législation datant de 1892 reposait sur une volonté de « protection des femmes », au même titre que

des enfants, contre les abus de la surexploitation. Dans la foulée la non-mixité a effectivement permis d'écarter les femmes de certaines professions. Défendre cette législation sous le prétexte de « protéger le sexe faible » serait de plus une incongruité réactionnaire.

Mais il faut, en analysant la situation actuelle, comprendre que la réglementation, pour aller dans le sens de la mixité de principe, ne signifierait en aucun cas un accès plus facile des femmes à l'emploi. On peut à juste titre craindre l'inverse : soit le licenciement, soit le travail en équipe de nuit. Bref, la mise au pied du mur de femmes travaillant aujourd'hui de jour.

Ce n'est pas vue de l'esprit quand on sait que déjà des travailleuses se sont vues soumises à ce chantage comme à la Thomson de Grenoble.

On ne peut en aucun cas confondre un « choix » éventuel et individuel de travailler la nuit — avec toutes les pruden-

cessaires quand on traite de cette question, surtout concernant les femmes pour lesquelles l'« aménagement du temps de travail » se révèle le plus souvent aménagement et renforcement de l'oppression — et la tentative actuelle d'extension du travail de nuit. L'exemple du contenu de l'accord sur l'aménagement du temps de travail dans la métallurgie est éclairant.

Le texte, explicite, prévoit la possibilité de déroger à la règle-

**Les accords sont bien loin d'un quelconque « choix ».**

mentation concernant le travail de nuit des femmes par simple accord d'entreprise ou de branche contenant les dispositions « qui s'imposeraient en raison de l'organisation du travail en continu ou en équipes successives ». Nous voilà très loin de l'intérêt des femmes ou d'un quelconque « choix » pour elles... mais bien dans la plus pure logique libérale. De quoi se faire pâmer d'aise les tenants de la déréglementation des dispositions légales par voie conventionnelle.

Le 17 juillet dernier, FO et la CGC signaient l'accord. La fédération métallurgie de la CFDT, après consultation de ses adhérents, refusa de signer malgré l'avis favorable de la direction confédérale, sans toutefois que soit jamais évoqué le problème du travail de nuit des femmes. Seules la CGT et la CFIC auront pris position contre cette clause.

L'épisode montre les difficultés de l'affaire. Difficultés dès lors qu'il s'agit de bien comprendre les enjeux. Et cela suppose de refuser l'extension du travail de nuit quelle que soit la catégorie touchée, et sur le fond de s'opposer ici encore au « réa-

## La législation sur le plan international

Depuis 1948, la convention internationale n° 89 du Bureau international du travail interdit le travail de nuit des femmes. 74 pays sont encore officiellement liés par cette réglementation (dont la France).

Les USA, le Canada, l'Australie, la RFA et la Grande-Bretagne ne l'ont jamais ratifiée.

La Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Uruguay sont sortis de ce cadre jugé trop contraignant.

Quelques pays (Danemark, Norvège, Pologne) interdisent en principe le travail de nuit à tous, sauf dérogations précises.

## En France

Le travail de nuit est interdit pour les femmes de 22 heures à 5 heures du matin (avec possibilité de décalage de deux heures depuis 1982).

Il n'est pas interdit aux femmes :

- employées dans le commerce, dans les services d'hygiène et de bien-être, dans les sites travaillant pour la défense nationale ;
- ayant des postes de direction ou à caractère technique et impliquant une responsabilité.

lisme » patronal face à la crise. Mais il est aussi important de ne pas se fourvoyer sur les fondements du refus à mettre en avant. Il est incontestable que les arguments paternalistes qui tendent à vouloir protéger de manière spécifique les femmes, en

considérant peu ou prou que leur place est d'abord au foyer, ont de quoi faire frémir... et ajoutent à la confusion du débat. La seule législation acceptable serait celle qui interdit le travail de nuit à tous, en donnant une liste de dérogation pour des tra-

vauv précis. Dans ce cadre, il n'y aurait pas lieu à la clause particulière pour les femmes. Mais tel n'est pas le cas et pour commencer, dans la situation actuelle, mieux vaudrait se battre pour la limitation du travail de nuit : des hommes et des femmes.

1. Pour les résultats de l'enquête, se reporter à *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* n° 17 (novembre 1985).
2. Cf. l'article « Pourquoi la nuit », *CFDT-magazine* n° 53, janvier-février 1982.
3. Cf. l'article de J. Kergoat « Les distorsions de la flexibilité », *le Monde* du 16 juillet 1985.

4. Cf. *Critique communiste* n° 56, octobre 1986. Dossier « Nouvelles technologies dans l'industrie : vers la fin du taylorisme ? ».
5. Cf. *Bref social* n° 9815 du 29 septembre 1986.
6. Cf. *le Monde*, du 14 mars 1982 article « La vie déchirée des travailleurs postés ».

# La vie déchirée

*Travailler la nuit, c'est du temps libre la journée ? L'illusion est tenace, car pour ne pas être trop coupé de la vie sociale, bien souvent, une partie du sommeil est sacrifiée. Le prix à payer pour ce droit au travail est immense : sa propre santé.*

L'univers du travail de nuit est rarement mixte. L'usine, le centre de tri restent, la nuit, encore très largement masculins. Dans le secteur hospitalier, par contre, une forte proportion de femmes est employée pour les travaux nocturnes. Ces deux réalités sont-elles identiques ? Rien n'est moins sûr.

Les difficultés financières poussent souvent les uns comme les autres à accepter de travailler la nuit, ou à envisager difficilement le retour aux horaires de jour, dans l'hypothèse favorable où ils en auraient la possibilité.

**Les difficultés financières poussent souvent à accepter de travailler la nuit.**

Souvent, les emprunts contractés pour payer la voiture ou la maison restent à rembourser...

Pour les jeunes postières désireuses de travailler de nuit, comme pour leurs collègues masculins, l'envie de retourner « au pays » le plus souvent possible incite à vouloir cumuler les postes de nuit, afin de bénéficier de longues périodes de repos. Le retour définitif dans sa région natale devient alors « un mythe qui permet de tenir le coup, lorsque les conditions de travail sont difficiles »<sup>1</sup>.

Le travail de nuit s'accompagne généralement d'un poids moindre de la hiérarchie, d'une responsabilité plus grande dans le travail, sans la présence des petits chefs. Cela vaut pour les travailleurs postés de l'industrie,

comme pour les agents hospitaliers.

De manière plus contradictoire, nombre de travailleurs postés considèrent que cette forme d'organisation du travail leur permet de disposer de davantage de temps libre que leurs collègues aux horaires « normaux ».

Globalement, les chiffres ne permettent pas de l'affirmer. Cette impression de plus de temps libre, répandue, s'explique essentiellement parce qu'une partie du temps de sommeil est sacrifiée à certaines activités, ressenties comme nécessaires pour ne pas être trop coupé de la vie sociale.

Pour certains, s'y ajoute la possibilité d'arrondir les fins de mois par un travail non déclaré : « Dans de nombreux cas, le rêve de retraite confortable de ces forçats de la double journée s'achève sur un lit d'hôpital<sup>2</sup>. »

On ne sait plus, s'agissant des femmes qui travaillent la nuit, s'il faut parler de triple, voire de quadruple journée. Parce que les contraintes du travail domestique reposent essentiellement sur elles (qu'elles travaillent de jour ou de nuit), le temps « gagné » sur le sommeil est en grande partie dévolu à ces tâches. Les possibilités de compenser les perturbations subies par l'exercice du travail de nuit en sont d'autant amoindries.

Le rôle familial apparaît même souvent déterminant dans l'adoption du travail de nuit par les femmes. Selon une enquête effectuée en 1978 dans le milieu hospitalier, 40 % des « volontaires » pour cette forme d'organisation du travail expliquaient ce choix comme mode de résolution du problème de la garde des enfants.

La durée moyenne de sommeil des femmes travaillant la nuit est nettement inférieure à celle qui ressort de toutes les enquêtes faites auprès des hommes travaillant en équipes. Certaines d'entre elles ne dorment que deux à cinq heures par vingt-quatre heures. Le nombre



La seule législation acceptable serait celle qui interdit le travail de nuit à tous, avec des dérogations pour des travaux précis.

des enfants et principalement leur âge apparaissent comme les facteurs explicatifs principaux de la faiblesse du temps de sommeil. De ce point de vue, parler

de « maternité esclave » n'est pas abusif...

De nombreuses études existent sur les effets néfastes du travail de nuit sur la santé. Des travaux plus récents ont porté sur l'origine chronobiologique de l'intolérance au travail de nuit, mettant en cause l'idée que le repos serait équivalent n'importe quand dans l'échelle des vingt-quatre heures. Le fonctionnement des systèmes des êtres humains passe par des phases d'activation et de désactivation dont le rythme n'est pas modifiable. Le travailleur posté est perpétuellement déphasé par rapport à ces rythmes.

L'intolérance peut être très rapide et se traduire par un ensemble de signes cliniques : fatigue persistante, troubles de sommeil, psychologiques et digestifs. Pour ceux qui « tiennent le coup », les effets ne seront visibles qu'à plus long terme<sup>3</sup>.

paie au prix fort, contre leur propre droit à la santé.

Bien sûr, une société sans travail de nuit n'est pas envisageable. On n'arrête pas un haut fourneau ou une centrale électrique. Et pour le bien-être de tous, certains services publics (hôpitaux, transports, pompiers...) doivent fonctionner en continu.

**Certaines femmes ne dorment que deux à cinq heures par vingt-quatre heures.**

Mais le premier souci devrait être la limitation de cette forme de travail à ce qui est socialement nécessaire, avec des équipes les plus réduites possible. Qui d'autre que les travailleurs concernés, ensemble avec les usagers, est mieux à même de définir les tâches nocturnes nécessaires ? De même, travailler en six ou sept équipes ne représenterait pas les mêmes contraintes que le système aujourd'hui en vigueur des quatre ou cinq équipes. L'existence d'un travail de nuit, même limité, supposerait également l'amélioration des conditions de transport et de logement (par isolation phonique des appartements, en particulier) pour garantir un autre « droit au sommeil » aux travailleurs concernés.

Diminuer le nombre des travailleurs de nuit, améliorer le cadre dans lequel ce travail s'exerce : les patrons ne le permettront pas, la bourgeoisie n'y a aucun intérêt... Autant de raisons de penser que pour déterminer et satisfaire les besoins sociaux — et répondre dans ce cadre aux exigences de libération portées par les femmes —, faire l'économie d'une rupture avec le capitalisme est impossible. Utopique ?

Des millions de personnes travaillent aujourd'hui la nuit et pour la plupart d'entre elles mènent une vie de galère. Soutenir leurs luttes et s'opposer à l'extension du travail de nuit est la première façon de conserver le sens du réalisme.

1. et 2. Citations extraites de « La vie déchirée des travailleurs postés ». *Le Monde* du 14 mars 1982.
3. Cf. *la Recherche*, novembre 1984.



« Les barrières tombent, nous avons beaucoup d'espoir. »

ALEXEI GUERMAN

# UNE FRENESIE DE LIBERTE

Longtemps victime de la censure, le cinéma d'Alexei Guerman connaît un regain de succès en URSS. Après « Mon ami Ivan Lapchine », son dernier film, « la Vérification », sort prochainement à Paris.

□ Dans « Mon ami Ivan Lapchine », vous regardez votre histoire en face. Est-ce important pour vous et votre pays ?

Alexei Guerman — C'est important pour tout pays. L'histoire est toujours interprétée selon le temps dans lequel on vit. Maintenant, nous avons du recul. On a fait la queue à Moscou pour voir *Lapchine*. Toutes les couches de la société n'ont pas pu le voir. D'après la *Litteratournaïa Gazeta*, ce sont les jeunes qui ont été les plus intéres-

sés par le film. Et puis, la première chaîne de télévision l'a programmé, permettant à des dizaines de millions de spectateurs de découvrir cette œuvre. J'ai reçu de nombreuses lettres de spectateurs...

□ Et « la Vérification », qu'en ont pensé ceux qui avaient vécu la guerre ?

A. G. — La réaction des anciens partisans fut très bonne. Certains des plus célèbres ont soutenu mon film inconditionnellement. Ils en demandèrent la sor-

tie, pensant que les problèmes que je posais étaient essentiels. Sans être en rupture complète avec ce que l'on disait précédemment sur le sujet, je suis allé plus loin en expliquant que le « traître » peut être un innocent qu'il ne faut pas condamner. J'ai montré deux morales. On pouvait liquider celui qui avait servi les Allemands. On pouvait aussi l'accepter parmi les partisans. Certains n'acceptaient pas la deuxième solution et c'est pourquoi le film est resté bloqué si longtemps. Les mêmes continuent d'ailleurs à être choqués.

□ Pour en revenir à « Mon ami Ivan Lapchine », qui est Soloviev ? Un héritier des anarchistes de Makhno ?

A. G. — Non. Soloviev n'est pas un politique. C'est un bandit surgi d'une époque de misère. Il y avait énormément de criminalité dans les années trente. On pouvait tuer pour un manteau. Soloviev est un monstre. Lapchine l'élimine froidement. Je comprends son geste. Mais en même temps, il existe un danger social, l'instruction est bâclée. Finalement, ces procédés nous ont coûté très cher.

□ Que pensez-vous de Ivan Lapchine, le policier ?

A. G. — Je l'aime. Il est complexe. Certes, il est borné, cruel et intolérant. Il a reçu l'éducation de son temps, tout en ayant l'espoir d'un monde meilleur représenté par ce verger qu'il veut planter. Si on lui retirait sa foi en Staline, il ne pourrait plus vivre... Mais des années terribles s'annoncent et il sera sans doute à son tour condamné. J'aime les paroles de la marche qu'il chante : « Gauche... gauche... gauche. » Ici, il est proche de moi, dans sa solitude et sa complexité.

□ Vous puisez souvent votre inspiration dans l'œuvre de votre père...

A. G. — Il a vécu cette période. C'est un témoin de l'histoire, un témoin de ces années terribles qui approchaient. Je vois tout cela à travers lui. On l'a peu publié ; il a été mis à l'écart. Aujourd'hui, grâce au film, on réédite *Ivan Lapchine*. La première édition datait de 1937, la deuxième de 1968. On redécouvre maintenant Youri Guerman...

□ Dans « la Vérification », il y a deux courants de pensée : pour l'un, la

fin justifie les moyens ; pour l'autre, l'humanisme joue un rôle essentiel. Deux conceptions de la société socialiste ?

A. G. — Bien sûr ! Ce sont des problèmes politiques dont on discute beaucoup actuellement.

□ La « Vérification » est sorti en URSS après de nombreuses difficultés. Comment a-t-il pu venir en France ?

A. G. — Je nage en plein paradoxe. La femme qui s'occupe de la distribution des films à l'étranger m'était très hostile. Maintenant, elle est obligée de faire son travail ! Les critiques, eux, ont bien compris mes films.

à Elem Klimov, il n'y a plus de films interdits. Vous allez bientôt voir des œuvres remarquables surgir des tiroirs où ils dorment depuis longtemps. L'arrivée de Klimov n'est pas due au hasard, c'est une autre atmosphère qui règne. Notre société change, elle s'assainit. Ce qui est amusant, c'est que ceux-là mêmes qui interdisaient mes films sont aujourd'hui très heureux de les voir.

□ Vous aimeriez travailler en France ?

A. G. — Non. Les artistes y connaissent d'autres problèmes. Chez vous je ne serais pas rentable financièrement. Et puis, c'est dans mon pays que sont mes racines. En tant que Sovi-

## RENOUVEAU A MOSCOU ?

*La Vérification* : l'intégration ou la non-intégration d'un collabo dans les rangs des partisans et son sacrifice exemplaire. Le film sort à Paris le 12 novembre. *Vingt Jours sans guerre* : illusions, désillusions d'un écrivain combattant d'âge mûr de la grande guerre contre les Allemands. *Mon ami Ivan Lapchine* : en 1935, dans une Union soviétique en proie à la misère, à l'alcoolisme et à la délinquance, la traque d'un bandit par un policier au cynisme teinté d'humanisme.

On le conçoit, le cinéma d'Alexei Guerman ne plaît pas à tout le monde. *La Vérification* date de 1971, et n'est sorti à Moscou qu'en 1986. *Ivan Lapchine* est conçu en 1982 et ne sort qu'en 1985. Cela s'est un peu mieux passé pour *Vingt Jours sans guerre*. En effet, depuis quelque temps, les choses bougent dans le cinéma soviétique. Ce mouvement s'est notamment traduit par la destitution de Bondartchouk (le cinéaste de *Guerre et Paix*

et de *Waterloo*, baron de la culture officielle) de son poste à la direction de la cinématographie soviétique et son remplacement par Elem Klimov, lui-même cinéaste et longtemps brimé par la censure (en 1985, il remporta le grand prix du festival de Moscou).

C'est aujourd'hui la chasse aux films... censurés ! Il faut vider les placards et vite, tout montrer en une véritable frénésie de liberté. Des garanties sont données pour l'avenir, on voit Evtouchenko, le poète à demi-« maudit », faire son premier film. Et un « ton » réellement nouveau inspire les cinéastes.

Opération de prestige sans lendemain ? Vitrine du « libéralisme » et de la « transparence » chers à Gorbatchev ? Mouvement réel remuant les profondeurs du monde culturel ? Sans doute un peu de tout cela à la fois. Pour l'instant, on tient Guerman, ne le lâchons pas.

Piotr Gourmandish

L'un d'eux a écrit : « Le cinéaste n'est pas un médecin. Il est la douleur. »

□ En ce moment, les choses changent beaucoup dans le cinéma soviétique. Qu'en pensez-vous ?

A. G. — Les barrières tombent. Nous avons beaucoup d'espoir. Mais tout le monde n'a pas la même réaction ! Personnellement, j'en suis très heureux. Grâce

à l'étranger, rien ne m'oblige à tenir des propos « officiels ». Je dis ce que je pense. J'ai actuellement deux projets de films, tous les deux acceptés. L'un, d'après Tchekhov, est la description d'un asile de fous. L'autre raconte la vie difficile de petits acteurs qui ne trouvent pas toujours de travail. Je rentre maintenant à Leningrad pour mes premiers essais.

Propos recueillis par Monique Portal

# STEVIE RAY VAUGHAN ET ZZ TOP

## Rock : un moribond bien vivant

Certains ne se privent pas de décréter la mort du rock. Outre le fait qu'en trente ans d'histoire celui-ci a été enterré une douzaine de fois, deux récents concerts ont confirmé son entière vitalité. Stevie Ray Vaughan et ZZ Top, originaires du Texas (Etat américain par ailleurs peu réputé pour son progressisme et son ouverture d'esprit), s'appliquent à tailler en pièces détachées les pauvres d'esprit qui voudraient voir disparaître le rock de notre (enthousiasmant) univers culturel. Et par suite, de reléguer au rang de zombies de troisième zone les groupes inimmables sévissant actuellement, avec leurs sinistres « looks » de dandys et les exécrables synthétiseurs (hâissables machines, symboles de ces tristes années quatre-vingt). Braves gens que voilà ! Sans prendre un brin de poussière, leur musique, somme toute peu originale (mais si revigorante), a traversé toutes les modes, tous les courants. Et c'est très bien ainsi !

A l'Olympia, Stevie Ray Vaughan (un nom à retenir) a renoué avec la tradition des « guitar heroes ». Pour notre plus grand plaisir, ce fut un véritable festival de

guitare, une cascade de notes électriques ; du blues le plus sensible au boogie le plus effréné. Avec une référence on ne peut plus explicite à Jimmy Hendrix (qui s'en plaindrait ?) dont la reprise de Voodoo Chile fut un moment fort du concert, ce charmant garçon ne saurait se limiter à plagier les grands maîtres du genre. Bien au contraire, c'est à un musicien complet que nous avons affaire, apportant sa touche personnelle, la sensibilité de son interprétation et ses inspirations. Bref, les amoureux du blues de longue date, les allumés de ce sempiternel rock américain bien trempé (celui qui reste collé à vos basques toute votre vie) pourront se régaler à loisir et s'en mettre plein les oreilles. Avec délectation.

Les amateurs BCBG de mentons bien rasés n'ont sûrement pas dû se rendre à Bercy pour la performance de nos trois amis barbus de ZZ Top. En effet, la grosse cavalerie rugissante était au rendez-vous ; et les niaiseries du jour bannies. Le rock, plus présent que jamais, était par contre à la fête. Et ça nettoie bien les oreilles ! Ici, le professionnalisme est omniprésent, avec ses vertigineux effets laser, ses jeux de lumière et

cet étrange décor pour le moins surréaliste, représentant le tableau de bord géant d'une voiture, parmi lequel les musiciens se déplacent comme des lutins. Etonnant ! Cependant, leur manifeste plaisir de jouer s'est vite communiqué à un public enthousiaste et chaleureux. Une musique qui reste fidèle à elle-même : loin d'un hard-rock poussif, mais du bon boogie nerveux et une référence au blues toujours maintenue. Avec ZZ Top pas de grandes surprises : simplement un excellent show dans l'humour, la bonhomie... et l'efficacité.

Certes, tout ceci manque d'originalité et quelque peu de subtilité. Pourtant, ce genre de rock, ne reniant jamais ses racines (celles qui viennent de la boue du Mississippi) n'est sûrement pas prêt de mourir. On peut même penser qu'il enterrera les nullités du type Dépêche Mode. Il puise sa force dans les réels plaisirs qu'il procure, par une musique apparemment simple mais énergique et puissante.

Ainsi, les rockeuses et les rockeurs peuvent vieillir rassuré(e)s : l'objet de leur passion ravageuse sera toujours aussi jeune le jour de leurs soixante-dix ans.

Jean Villain



Double messieurs, de J.-F. Stévenin.

### CINEMA

□ **PEKIN-CENTRAL**, de *Camille de Casabianca*. Entre le spot pour l'AX Citroën et la tenue de la caméra du film de C. de Casabianca *Pékin-Central*, il y a Raymond Depardon. Fabuleux traqueur de réel et d'images brutes, Depardon se glisse avec une aisance remarquable dans la peau d'un « spot-man » et dans celle d'un faiseur d'images pour arrière-plans touristiques. Le résultat est étonnant. Malheureusement (pour Depardon et pour les bons

comédiens fourvoyés dans cette galère...) il y a autour des images de Depardon, un film de C. de Casabianca qui essaie de cacher sa vaine intrigue sous un vernis très « mode », fait d'un mélange incongru de style forum (des Halles !) et de relents de Club-Med. C'est assez pitoyable et démagogique pour mériter d'être signalé. Ecartez donc l'intrigue et regardez la Chine vue par Depardon.

□ **DOUBLE MES-SIEURS**, de *J. F. Stévenin*. Des souvenirs de colonie de vacances un peu fâchés lancent deux adoles-

cents attardés, dont l'un se prend pour Belmondo et mime Belmondo, sur les traces de celui qui fut leur victime. Précipitation, bâclage, malentendus, quiproquos, tout se passe mal. Au lieu de l'ex-copain, ils trouvent une femme. La femme, immensément belle, immensément mystérieuse. L'un retombe dans l'enfance macho-régressive et l'autre, enfin, parvient à l'âge adulte. Ce n'est pas vraiment un scénario, plutôt une idée qui se développe dans un équilibre précaire, fragile, entre une histoire que l'on ne veut pas « raconter » de manière trop directive pour le spectateur (comme si Stévenin laissait ces malentendus et cette précipitation travailler le film lui-même), et cette capacité qu'il possède de faire surgir des moments, des émotions, de laisser les choses filer. Souvent vers le bonheur d'un grand cinéma.

□ **Max MON AMOUR**, de *Oshima*. Le nom d'Oshima, le sujet (les amours d'une femme et d'un chim-

panzé) risquent de fourvoyer. Rien de scabreux dans ce film : il s'agit d'une délicieuse comédie, comme celles que faisait Buñuel dans ses dernières années, narquoise et voltairienne, à partir d'une « donnée » (l'adultère mondain, mais avec un singe...) pas plus bizarre que, mettons, celle de Tarzan ou de ET. C'est très intelligent, et ça arrive parfois, sous l'ironie, à être assez émouvant.

### LIVRES

□ **KIDS**, de *Jacques Chevallier*. On connaît le sérieux des dossiers établis par le Centre national de documentation pédagogique. Celle-ci ne déçoit pas : Jacques Chevallier y recense cinquante films autour de l'enfance. Etudes, photos, extraits de presse, index et listes utiles. Instrument de travail remarquable. *Kids*, cinquante films autour de l'enfance, par Jacques Chevallier, CNDP.



☆ **Samedi 22 h (TF1)**. « Droit de réponse »... aux pieds-noirs ! Au cours de la remise des Sept d'or, Pollac a été récompensé deux fois (meilleure émission d'actualité, et meilleur présentateur) et il a eu ce petit mot génial en recevant cette récompense : « J'espère que Michel Droit ne va pas émigrer en Afrique du Sud... ». Rires dans la salle et silence à la table de Léotard...

☆ **Dimanche 20 h 35 (FR3)**. A l'occasion du centenaire de la naissance d'Arthur Rubinstein, le *Concerto n° 3* en ut mineur de Beethoven et l'*Impromptu n° 4* de Schubert.

22 h 20 (A2). Second volet de la série « Les sorciers de la vie », ce soir : la paternité en question.

22 h 30 (FR3). *La Valse dans l'ombre*, de M. Le Roy avec V. Leigh et R. Taylor. Mélodrame d'amour et de guerre qui fit pleurer nos parents ; la force de l'interprétation arrache facilement l'adhésion.

☆ **Lundi 20 h 35**, soirée policière avec un « vieux » Lino Ventura de 1959 sur la une (*Le fauve est lâché...* tout un programme !) et sur la trois, *French Connection n° 2*, de John Frankenheimer avec G. Hackman. « Popeye » Doyle de nouveau sur les traces du trafiquant français Alain Charnier débarqué à Marseille... Gastounet, en fut, paraît-il, décoiffé...

☆ **Mardi 16 h 35 (A2)**. *L'Ange des maudits*, un western de Fritz Lang avec Marlène Dietrich. Superbe histoire de vengeance, presque entièrement tournée en studio. Un technicolor flamboyant et un personnage féminin fascinant.

20 h 35 (A2). *Boule de suif*, de Christian Jaque avec M. Presle. L'un des rares bons films de ce réalisateur de série, qui donna tout son savoir-faire dans *Fanfan la Tulipe...*

20 h 35 (FR3). *Quo Vadis ?* D'après l'épais best-seller de H. Sienkiewicz, Rome, ses lions, ses chrétiens et ses gladiateurs dans une fastueuse reconstitution due à M. Le Roy avec R. Taylor, D. Kerr et P. Ustinov (en Néron !). Le plus kitch de tous les péplums et le plus long : deux heures cinquante minutes !

☆ **Jeu-di 22 h 50 (FR3)**. Deuxième volet de l'émission de Daniel Cohn-Bendit et S. de Winter (c'est l'arrière-arrière-petit-fils de Milady ?...) « Nous l'avons tant aimée la Révolution ». Ce soir : le prolétariat...

☆ **Vendredi 23 h (A2)**. Fin de l'hommage à Gabin avec *Le cave se rebiffe*, de G. Grangier, l'un des films où Gabin est le plus nul... C.-J. Philippe aurait mieux fait de retrouver une copie de *Touchez pas au grisbi* de Jacques Becker !

Michel Laszlo

### BONSOUAR !

Voilà plusieurs fois que j'évite de dire du mal de la nouvelle émission de Frédéric Mitterrand, *Acteur Studio*. Et pour cause, le tir croisé des confrères sur son ambulance arrosait si large qu'il y avait risque de bavure. Mais là, l'autre lundi, devant son émission consacrée à Moscou j'ai craqué. Clavier et Poiré (à propos du film *Twist again à Moscou* !) et le tapissier J.-L. Gaultier, invités comme témoins de l'âme slave, je cherchais frénétiquement mes sels... Mais quand j'ai vu arriver le frère jumeau de Jean Lefèvre, travesti avec une robe d'Alice Sapritch interpréter l'hymne impérial tsariste, le bol de vodka a débordé !

Et ce n'est pas la pénible parodie de « l'Ecole des fans » avec jeunes comédiens hypnotisés par les sunlights qui pouvait relever l'ensemble...

« Etoiles et toiles » me hérissait (déjà !), mais comparé à cette surenchère druckero-sabatierienne, sa précédente émission avait des allures d'« Apostrophes »...

Encore quelques années, et F. Mitterrand nous offrira enfin la grande émission façon *Point de vue-images du Monde* sur les divas et les emperlousés de la planète que le gros Léon (Zitron) rêva toute sa vie de monter et qu'il ne put réaliser.

M. L.

# ROUGE

## SOMMAIRE

En finir  
avec la misère ?  
pages 2, 3, 4.

C'est à dire  
page 5

Opération  
portes ouvertes ?  
page 6

Terrorisme  
Des principes en or massif  
page 7

Budget militaire  
Chirac, tel un pharaon ?  
Page 8

CFDT  
Maire impose  
le libéralisme  
page 9

Ariège  
A la vie, à la mort  
pour le Couserans  
page 10

Carlos Fonseca  
Une vie de révolutionnaire  
page 11

Courts métrages  
pages 12-13

Ternes lendemains  
pour le Mozambique  
pages 14-15

Afrique du Sud  
Les dessous d'un retrait  
page 16

Tnatcher  
Son salut par la guerre ?  
page 17

L'information  
kidnappée  
page 18

Au travail,  
autour de minuit  
pages 19, 20, 21

Alexei Guerman  
Une frénésie de liberté  
pages 22

Livraisons  
page 23

# Prête-moi ta plume



## Réponse à un hésitant

Cher L. M. (Toulouse)  
« Vingt-deux ans, militant actif au PC, Rouge devenu indispensable. Le manque d'audience de la LCR te bloque. » (Voir Rouge n° 1224). Parlons franchement ! J'ai vingt-sept ans, je suis resté plusieurs années permanent du PCF en Seine-Saint-Denis, et je suis convaincu qu'il ne se construira pas un grand parti ouvrier, révolutionnaire et démocratique sans la participation de quelques milliers de militants issus du PC. Voilà un an et demi que je milite à la Ligue et, puisque « tu hésites », je peux formuler quelques observations.

A la Ligue, tu trouveras une qualité et une liberté des débats politiques, à la lumière du marxisme et de la révolution, sans comparaison possible avec le PC. Mais tu n'y trouveras pas les démonstrations de masse que le PC peut encore s'offrir. Ce n'est pas le petit nombre de militants qui est rebutant. C'est la difficulté, y compris quand les militants de la Ligue dirigent une mobilisation (antiraciste, anti-impérialiste... ou syndicale) à faire apparaître, au-delà de la valeur reconnue des militants, la LCR comme organisation porteuse de réponses globales et cohérentes.

Sur ce point, l'arrivée à la Ligue de seulement quelques centaines de militants ouvriers du PC aiderait à féconder le programme révolutionnaire et les pratiques de masse de ces militants. On assisterait à beaucoup plus qu'un simple renforcement quantitatif : une fusion ultradynamique !

Tu parles d'un nécessaire retour du PC vers le marxisme. J'ai conservé des dizaines de camarades au PC qui pensent pareil. C'est parce que j'ai cessé de croire le parti « redressable de l'intérieur » que j'ai adhéré à la Ligue. Mais à tous, et à toi L. M., je dis : battez-vous réellement à l'intérieur du PC (ce qu'aucun ne fait sérieusement). Tu parles d'ailleurs toi-même « d'énergie en sommeil ».

Sur les ruines du stalinisme qui s'effondre, nous avons beaucoup de travail et de perspectives. Ensemble.

J.-Y. Lesage  
ouvrier du livre

PS. Si tu viens à Paris, passe me voir.

## Ecrivez-nous

Dans vos lettres, à travers les remarques que vous formulez à l'occasion des voyages en province de membres de la rédaction, une critique revient, lancinante : pourquoi le courrier des lecteurs occupe-t-il si peu de place ?

Il serait facile de vous répondre que c'est en raison du faible nombre de lettres que nous recevons. C'est en effet la triste réalité, notre courant a quelque peu perdu l'habitude de dialoguer avec son hebdomadaire. Mais, sans doute que nous avons, nous aussi, sous-estimé cet aspect des choses. Aussi avons-nous décidé de faire droit à vos

justes demandes, de rétablir cet échange sans lequel un hebdomadaire militant ne saurait vivre. Désormais, cette page sera régulièrement consacrée à vos lettres. Par conséquent, écrivez-nous.

Faites-nous part de vos réflexions sur la vie politique et sociale, de vos suggestions sur le journal ou encore de vos expériences. Sachez simplement que la place impartie n'étant pas illimitée, il vous faudra être court. Mais, vous en conviendrez, l'important n'est pas la longueur de vos missives. Alors, à vos plumes et... à bientôt !

## Critiques et suggestions

Je renouvelle mon abonnement couplé Rouge-Critique communiste et saisis l'occasion pour vous envoyer ce mot.

La nouvelle formule publie des articles très bien, mais il lui manque une rubrique économie. Faites-la régulièrement, en expliquant par exemple pourquoi l'inflation diminue, même si Balladur est plus con que Barre ; quelles sont les priorités, les espoirs et les moyens du gouvernement ; comment il s'y prend, comment faisaient les précédents ; comment ferait la LCR. Il

est évident que le journal d'un parti marxiste doit avoir une rubrique économique.

Je regrette aussi votre faible intérêt pour la paysannerie alors que vos articles sur le sujet sont toujours fort instructifs.

Enfin, je vous livre un antislogan dont le « Vidéo-public » de Coluche n'avait pas voulu en janvier : « En 1986, avec le RPR, préparez les serpillières. » Pourtant, mon imitation devait être bonne. C'est valable pour 1987.

En vous serrant bien la serpillière...

R. F.

## La peur des styles

Deux choses en même temps, c'est trop significatif. La lettre signée M. P. (Rouge du 2 octobre) n'a fait qu'accroître le malaise ressenti lorsqu'un membre de l'enseignement public, animateur d'un « Cercle laïque » est venu nous informer que ses membres avaient décidé de changer de nom pour organiser les activités au sein d'un centre d'animation du quartier. Parce que le mot « laïque » est trop chargé de sens politique et culturel, expliquent-ils. De plus, les thèmes propagés seront les plus neutres possibles.

C'est une séquelle de la défaite de l'école laïque que la gauche assume en reniant son identité. C'est très inquiétant. Comme est grave la proposition de la lettre de M. P.. Je connais, néanmoins, les effets du manque de formation politique. Mais la question se pose : veut-on endormir les gens dans des réunions insipides, alors que l'heure est à l'éveil, au débat d'idées, pour aboutir à l'action commune ?

Car, pour chacun, la première phase de la mobilisation est la prise de conscience des dangers qui nous menacent ou de la détresse subie. Vivre une situation n'est pas la comprendre, en connaître les causes. Il faut réaliser qu'elle nous concerne tous et que c'est ensemble que nous pourrions la combattre.

Il faut aider à cette prise de conscience et c'est le rôle d'un parti révolutionnaire. Il ne s'agit pas de supprimer le mot pour changer la nature révolutionnaire d'un parti. Par ailleurs, le camouflage d'identité n'a jamais été une tactique révolutionnaire.

J. M. (Toulouse)

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.

☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



## ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)		
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Formule choisie .....

Règlement à l'ordre de la PEC,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.  
☎ 48 59 00 80